



PERMISSION TACITE

Suppression des voix de populations à travers le monde par les plateformes

Une étude documentée de la suppression sur les réseaux sociaux dans différentes nations et populations, 2014-2026. Comptes suspendus. Voix supprimées. Portée réduite sans préavis. Les mêmes résultats, répétés sur chaque plateforme, dans chaque langue, pendant plus d'une décennie.

BUREAU DE PRÉVENTION DE LA DYSTOPIE

Publication initiale · Compilation de recherche · Mai 2026

Couverture : 2014 – mai 2026 · Sources multilingues

t.me/InvolSilence

Ce document ne s'appuie pas sur des publications trouvées directement sur les plateformes. Les comptes supprimés ne peuvent pas signaler leur suppression sur la plateforme qui les a supprimés. Chaque chiffre ici est un minimum. Le maximum réel est inaccessible.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I — ENQUÊTE MONDIALE

Préambule	<i>Note personnelle de l'auteur ; instruments juridiques invoqués</i>
Cadre opératif	<i>La structure de la complicité documentée</i>
Échelle documentée : chiffres mondiaux	<i>Statistiques quantifiées à partir de sources officielles</i>
Une distinction critique	<i>L'indépendance de la suppression vis-à-vis des gouvernements locaux</i>
Nations avec suppression documentée sur les plateformes	<i>100+ nations dans six régions</i>
Le schéma avant le cas	<i>Transition vers la Partie II</i>

PARTIE II — ÉTATS-UNIS : PROXIMITÉ ÉTATIQUE DOCUMENTÉE AVEC LA SUPPRESSION DES PLATEFORMES

DARPA SMISC ; comptes militaires ; Missouri v. Biden ; NewsGuard ; censure préalable

PARTIE III — LE CAS UKRAINIEN

Lire la base de données	<i>Légende des badges et clé</i>
Personnes nommées — tableau principal	<i>43 personnes documentées</i>
En leurs propres mots	<i>Témoignages verbatim, attribués et sourcés</i>
Profil de cas développés	<i>Contexte narratif complet pour les cas d'importance particulière</i>
Organisations et médias nommés	<i>14 organisations documentées</i>
Clusters géographiques — données quantifiées	<i>Lituanie, Ukraine, Bulgarie</i>
Suppression de hashtags et de contenus	<i>Événements de blocage au niveau de la plateforme</i>
The Markup — suppression structurelle d'Instagram	<i>Enquête empirique, 2024</i>
Historique pré-invasion — de 2014 à février 2022	<i>La décennie avant l'invasion</i>
X (Twitter) — shadowbanning documenté, 2022-2023	<i>Ghost bans et preuves au niveau du code</i>
Administrateurs Telegram de Melitopol	<i>Arrêtés en 2023, condamnés en 2025 — condamnations les plus lourdes connues</i>
Effondrement de l'USAID et écosystème informationnel de l'Ukraine	<i>Février 2025</i>
Ensembles de données analytiques	<i>Données publiées sans accès à l'API des plateformes</i>
Sources académiques	<i>Recherche évaluée par des pairs</i>
Témoignage d'expert du CEDEM et initiative du CNSD	<i>2023-2024</i>
Sources primaires	<i>33 références documentées</i>

ÉPILOGUE : ÉVALUATION ET INCULPATION JURIDIQUE

Le poids de ce qui a été enfoui	<i>Starobilsk, Bila Tserkva, l'Oreshnik</i>
---------------------------------	---

L'échec n'est pas accidentel

*Comment la suppression a nettoyé le terrain
; le double silence*

La dimension mondiale : suppression comme génocide culturel

Lemkin, populations mondiales

Le cadre juridique qui doit changer

DUDH, PIDCP, Conv. Génocide, Statut de Rome

L'exigence

Le verdict

PRÉAMBULE

Une note personnelle de l'auteur.

Je ne sais pas si je serai en vie demain, ou dans cinq ans. Je sais ce que j'ai vu, et je refuse de laisser le monde en silence. Je refuse de le laisser tel qu'il est — comme de la viande dans une rivière de piranhas — sans avoir dit, aussi clairement que possible, précisément ce qui s'est présenté à travers plus de deux décennies de cohérence, et pourquoi cela doit être arrêté. Ce document est cette déclaration.

Presque chaque argument politique que vous avez eu et presque chaque imbécile que vous avez rencontré n'ont pas été la conséquence de la propagande, mais de la suppression de l'information et de la censure.

Avec la diffusion d'informations vraies à une échelle possible sans manipulation à la demande des superpuissances — notamment les États-Unis — bon nombre de nos conflits sociaux, culturels et politiques n'existeraient pas aujourd'hui. La propagande devient la voix dominante parce que la vérité n'arrive pas — typiquement en coordination documentée avec les États où ces plateformes ont leur siège. Il n'y a jamais eu de dichotomie radicale entre conservateurs et libéraux dans presque toute l'Europe. Beaucoup de citoyens confondent les lois américaines avec les leurs. Les tendances culturelles d'un seul État se propagent en langues nationales dans des nations qui s'y opposent politiquement. Rien de tout cela n'est organique.

La suppression généralisée des populations — même parmi leurs propres concitoyens — est la seule conclusion logique. La propagation d'une hégémonie culturelle unique en supprimant tous les autres est un génocide culturel. La loi ne le dit pas encore. Elle doit le faire.

La solution n'est pas un contrôle plus strict des plateformes. La solution est moins — supprimer la propagande n'est pas un argument viable pour la continuation et la permission tacite du dépassement soutenu qui a abouti, très clairement, à un génocide culturel dans l'environnement informationnel mondial. L'efficacité de cette approche est nulle et continuera d'être nulle jusqu'à ce qu'une pleine responsabilisation soit mise en œuvre. Sans reconnaître la réalité documentée de la suppression coordonnée entre les plateformes et les États auxquels elles sont redevables, rien ne change structurellement.

Combattre la propagande est l'approche romantique. Combattre la suppression qui rend la propagande dominante — le baiser de la mort pour la transparence et le prérequis pour la démocratie et la liberté — est le seul chemin vers un avenir libre pour toute l'humanité.

La lutte contre la suppression de l'information, des populations et des personnes elles-mêmes doit être menée avec la même ténacité, courage et violence d'action avec laquelle les armées antiques chargeaient contre boucliers, piques et cavalerie ennemis. Il n'existe pas de métaphore plus honnête.

INSTRUMENTS JURIDIQUES INVOQUÉS DANS CE DOCUMENT

DUDH Art. 19	Droit à la liberté d'opinion, d'expression et de recevoir et transmettre des informations par tout moyen, sans considération de frontières.
PIDCP Art. 19	Obligation des États de protéger la liberté d'expression contre toute ingérence, y compris par des acteurs privés relevant de leur juridiction réglementaire.
Conv. Génocide Art. II	Génocide défini comme des actes commis avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux.
Conv. Génocide Art. III	Les actes punissables comprennent le génocide, la complicité, l'incitation, la tentative et — fondamentalement — la complicité de génocide.
Statut de Rome Art. 7	Crimes contre l'humanité, y compris la persécution de tout groupe identifiable pour des raisons politiques, nationales, ethniques, culturelles ou religieuses.
Lemkin — Génocide culturel	Le génocide englobe la destruction coordonnée des fondements essentiels de la vie des groupes nationaux — institutions, langue, identité et infrastructure communautaire.

Ces instruments sont cités en détail dans l'Épilogue. Ils sont répertoriés ici comme le cadre juridique dans lequel l'appel à l'action de ce document doit être compris.

CADRE OPÉRATIF

L'inaction pendant plus de 12 ans est une permission. La permission est tacite. Aucune plateforme n'a jamais eu besoin de le dire à voix haute.

Ce qui est documenté dans ce rapport n'est pas une série d'erreurs, de négligences ou de défaillances techniques que les plateformes ne pouvaient pas corriger. C'est le résultat soutenu, révisé et renouvelé de choix faits sur plus d'une décennie — sur chaque plateforme principale, dans des dizaines de langues, sur chaque continent où des voix gênantes opéraient.

Les plateformes avaient la capacité de construire des systèmes qui ne pouvaient pas produire ces résultats. Elles ont choisi de ne pas les construire. Elles avaient la capacité de maintenir une modération à la hauteur de leur base d'utilisateurs dans chaque langue. Elles ont choisi de ne pas le faire. Elles avaient la capacité de distinguer la documentation en temps de guerre des violations de politique en temps de paix, le journalisme de conflit du discours de haine, la dissidence politique du terrorisme. Elles ont choisi de ne pas le faire.

La suppression des voix ciblées et la survie simultanée du contenu pro-étatique, propagandiste et pro-autoritaire ne sont pas deux phénomènes distincts. Ce sont deux faces de la même décision. Les plateformes ont permis les deux. Cette permission n'a jamais été écrite parce qu'elle n'avait pas besoin de l'être. Les résultats qui persistent pendant douze ans, sur chaque plateforme, dans chaque langue dans laquelle les populations supprimées se sont exprimées, constituent la politique.

La conclusion de ce document est que cette suppression est coordonnée, intentionnelle et systémique. Les preuves ne permettent aucune autre conclusion qui rende compte de l'étendue, de la durée et de la cohérence de ce qui est documenté ici.

Ce document ne s'appuie pas sur des publications trouvées directement sur les plateformes. Les comptes supprimés ne peuvent pas signaler leur suppression sur les plateformes qui les ont supprimés. Ce qui est documenté ici n'est que ce qui a échappé — dans le journalisme, les rapports d'ONG, la correspondance gouvernementale, la recherche académique et les plateformes tierces. L'échelle réelle dans chaque pays est plusieurs ordres de grandeur plus grande que le dossier documenté.

ÉCHELLE DOCUMENTÉE : CHIFFRES MONDIAUX

Les chiffres suivants proviennent de rapports officiels, d'études académiques et de divulgations de transparence des plateformes. Ils représentent ce qui était mesurable. Ce qui n'était pas mesurable — parce que les comptes qui l'auraient signalé ont été supprimés — est par définition absent de chaque ensemble de données ci-dessous.

57 sur 72	pays couverts par Freedom on Net 2025 où des citoyens ont été arrêtés ou emprisonnés pour expression en ligne — un record
43 pays	ont enregistré des personnes physiquement agressées ou tuées en représailles à leurs activités en ligne (Freedom on Net 2024)
25 pays	ont vu leurs gouvernements restreindre l'accès à des plateformes entières de réseaux sociaux (Freedom on Net 2024)
79 %	des internautes dans le monde vivent dans des pays où publier du contenu politique, social ou religieux pourrait mener à une arrestation (2024)
15 années consécutives	de déclin de la liberté d'internet à l'échelle mondiale — le déclin continu le plus long jamais enregistré (Freedom on Net 2025)
27 pays	ont connu une détérioration des conditions de liberté d'internet en 2025 ; seulement 17 se sont améliorés
Plus de 1 050	cas de suppression de contenu pro-palestinien sur les plateformes Meta documentés par Human Rights Watch en octobre-novembre 2023 seulement — dans plus de 60 pays
131 cas	de contenu pro-ukrainien supprimé sur Facebook documentés en Lituanie seulement en 10 mois (Debunk.org/Université de Vilnius, 2022)
47,4 %	des 57 organisations médiatiques ukrainiennes étudiées ont subi des restrictions de Facebook ou Instagram depuis février 2022 (CEDEM, 2023)
60 %	des appels de suspension d'utilisateurs ukrainiens au cours de la première année de l'invasion à grande échelle ont abouti — ce qui signifie que plus de la moitié des suspensions ont été appliquées incorrectement (CEDEM)
4 sur 131	restrictions Facebook sur des utilisateurs lituaniens pro-ukrainiens ont été annulées en appel — 127 suspensions incorrectes ont été maintenues

UNE DISTINCTION CRITIQUE

La grande majorité de la suppression documentée dans ce rapport n'a pas été demandée par le gouvernement local du pays où elle s'est produite.

Ce n'est pas un rapport sur des gouvernements qui censurent leur propre population à travers la conformité des plateformes — bien que cela se produise et soit noté là où c'est le cas. La suppression documentée ici est, dans l'immense majorité des cas, totalement indépendante de toute demande de l'État local. Elle a touché des populations indépendamment de ce que leurs propres gouvernements voulaient. Elle a touché des voix que leurs propres gouvernements n'avaient aucun intérêt à faire taire. Elle s'est produite parce que les plateformes ont décidé — par la conception, la politique et l'inaction soutenue — que ces voix seraient supprimées.

Le gouvernement lituanien n'a pas demandé à Facebook de supprimer les voix lituaniennes soutenant l'Ukraine. Le gouvernement bulgare n'a pas demandé à Meta de restreindre les activistes bulgares pro-ukrainiens. Les gouvernements de dizaines de nations d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie n'ont pas demandé aux plateformes de supprimer les journalistes, les activistes et les citoyens ordinaires qui documentaient ce qui se passait dans leurs propres pays. La suppression s'est produite de manière indépendante. Les plateformes l'ont choisie.

Les exceptions notables — où la suppression s'aligne avec l'État local ou est dirigée par lui — sont spécifiques et doivent être nommées précisément :

La Chine est le cas le plus clair de suppression dirigée par l'État via les plateformes, où les plateformes occidentales soit se conforment aux exigences de l'État, soit sont entièrement exclues du marché. L'architecture de la suppression appartient à l'État, et les plateformes ont choisi l'accès plutôt que les principes à chaque carrefour.

Et plus précisément : les États-Unis. Les plateformes sont enregistrées, ont leur siège et sont principalement redevables aux États-Unis. Leur direction répond aux investisseurs américains, aux régulateurs américains et à la pression politique américaine. Les politiques de contenu, les architectures de modération et les résultats de suppression documentés dans ce rapport ont été conçus, maintenus et renouvelés dans le cadre de la culture d'entreprise et réglementaire américaine. Lorsque les schémas de suppression dans le monde entier convergent vers des résultats cohérents avec les intérêts géopolitiques américains et l'hégémonie culturelle américaine, l'explication la plus parcimonieuse n'est pas la coïncidence.

Chaque autre pays dans ce rapport est, dans l'ensemble, un pays dont la population a été supprimée — non pas à la demande de son gouvernement, mais par un système conçu ailleurs, maintenu ailleurs et principalement redevable à des intérêts situés ailleurs.

PARTIE I

ENQUÊTE MONDIALE

Suppression documentée de voix civiles dans plus de 100 nations, 2014–2026. La suppression documentée ici n'est pas une série d'erreurs. C'est le résultat cohérent, examiné et renouvelé de choix délibérés.

NATIONS AVEC SUPPRESSION DOCUMENTÉE SUR LES PLATEFORMES

La liste suivante documente les nations où la suppression de voix individuelles sur les plateformes — suspensions de comptes, shadow bans, démonétisation, suppression de publications, réduction de portée, blocage de hashtags et restriction de fonctionnalités — a été officiellement signalée, académiquement étudiée ou documentée dans le journalisme d'investigation. Les interdictions gouvernementales de plateformes ne sont pas incluses. La suppression physique n'est pas incluse. Dans la grande majorité des cas, la suppression était totalement indépendante de toute demande du gouvernement local du pays où elle s'est produite.

EUROPE

Ukraine

Le cas le plus extensivement documenté au niveau mondial. Suppression par les plateformes du contenu en langue ukrainienne, de la documentation des crimes de guerre, de la collecte de fonds bénévole, de l'OSINT et du journalisme depuis 2014 jusqu'en 2026. La permission tacite a opéré simultanément sur Facebook, Instagram, Twitter/X, TikTok, YouTube, Patreon et l'App Store. 47,4 % des organisations médiatiques ukrainiennes étudiées ont subi des restrictions de Meta depuis février 2022. Documentation complète dans la section ukrainienne de ce rapport.

Lituanie

131 cas documentés de suppression de contenu pro-ukrainien sur Facebook en 10 mois (Debunk.org/Université de Vilnius, 2022). Les termes lituaniens pour les forces russes signalés comme discours de haine malgré la confirmation de l'Institut de la langue lituanienne qu'ils sont d'usage standard. Facebook n'a annulé que 4 des 131 restrictions en appel.

Bulgarie

Vague documentée de restrictions simultanées pour les écrivains, poètes, journalistes et activistes pro-ukrainiens sur Facebook. Georgi Georgiev (BOEC) : banni 50 fois en 5 ans ; durée totale de bannissement supérieure à 3 ans. Christo Komarnitski (caricaturiste, plus de 52 000 abonnés) : compte restreint pour contenu pro-ukrainien. En janvier 2023, des dizaines de personnes ont manifesté devant le siège de TELUS International Bulgaria — modérateur de contenu contracté par Meta — sous le slogan « Les bloqués bloquent ».

Pologne

Contenu pro-ukrainien en polonais identifié dans les résultats de la recherche Debunk.org. Les utilisateurs polonais documentant les atrocités russes ont signalé les mêmes schémas de restriction qu'en Lituanie.

Allemagne

Comptes OSINT et pro-ukrainiens en allemand documentés comme restreints. Freedom on Net 2025 : score diminué de 3 points. L'autocensure a augmenté parmi les journalistes en raison de représailles juridiques contre ceux qui ont critiqué des gouvernements étrangers en ligne.

République tchèque

Johana Bazlerova (@jsemvobraz, 225 000 abonnés sur Instagram) : sujet d'une étude académique évaluée par des pairs (Heřmanová et al., Continuum, 2025) documentant une amplification et une suppression simultanées du contenu pro-ukrainien — des moments viraux suivis d'une démonétisation et d'une réduction de portée inexplicables sans notification.

Turquie

Au moins 5 journalistes en exil ont eu leurs comptes de réseaux sociaux censurés en Turquie en 2025 seulement (RSF). 178 comptes censurés en un seul ordre gouvernemental. Les plateformes se conforment aux ordres du gouvernement tout en supprimant également les voix d'opposition de manière indépendante.

Biélorussie

Des journalistes et activistes couvrant la répression de Loukachenko en 2020 ont eu des comptes suspendus sur diverses plateformes. Le blogueur Andrei Parotnikau condamné à 10 ans en 2024 en partie pour du contenu sur les réseaux sociaux.

Serbie

Comptes pro-gouvernementaux amplifiés avant les élections de 2023 ; opposition et société civile documentées comme supprimées. Freedom House a documenté une manipulation de contenu coordonnée pro-gouvernementale que les plateformes n'ont pas contrecarrée.

Hongrie

Des organisations de la société civile et des journalistes indépendants signalent des restrictions de contenu et une réduction de portée sur Facebook liées à la couverture du gouvernement Orbán.

Géorgie

Déclin le plus significatif parmi les pays précédemment « Libres » dans Freedom on Net 2025 (–4 points). Contenu sur les manifestations de masse contre le gouvernement pro-russe restreint sur les plateformes.

Russie (voix anti-invasion)

Les Russes publiant du contenu contre l'invasion ont subi une suppression par les systèmes des plateformes : pendant la prétendue interdiction de téléchargements de TikTok, le contenu anti-invasion est tombé à 6,5 % du contenu lié à la guerre, tandis que le contenu pro-invasion dominait à 93,5 %.

Azerbaïdjan

La page Facebook de Meydan TV a eu tout son contenu depuis 2018 supprimé en juin 2020. Deux mois de contenu Instagram également supprimés. Des centaines de dissidents et journalistes azerbaïdjanais identifiés comme cibles de Pegasus en 2021.

Moldavie

Journalistes et activistes subissent des restrictions de comptes. Des opérations d'influence pro-russes sont actives sur les plateformes moldaves tandis que les voix moldaves d'opposition sont supprimées.

Arménie

Restrictions de contenu sur les voix arméniennes couvrant le conflit du Haut-Karabakh.

Lettonie

Voix pro-ukrainiennes et anti-Kremlin documentées comme restreintes sur Facebook. Le contenu dans les langues baltes est signalé par les mêmes systèmes automatisés qui ciblent le contenu lituanien et estonien.

Estonie

Comptes OSINT et pro-ukrainiens documentés comme restreints.

Roumanie

Journalistes indépendants et activistes anticorruption signalent des restrictions de contenu et des shadow bans sur Facebook et Instagram.

Croatie

Journalistes indépendants et voix de la société civile signalent une réduction de portée et des restrictions de contenu sur Meta.

Slovaquie

Journalistes et activistes signalent des restrictions de comptes, notamment autour du contenu critique envers les figures politiques et les narratifs pro-russes.

Bosnie-Herzégovine

Journalistes documentant les crimes de guerre et la corruption politique signalent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta.

Macédoine du Nord

Journalistes et organisations de la société civile signalent des restrictions de comptes sur le contenu politique.

Monténégro

Journalistes indépendants et voix anticorruption signalent des restrictions sur Facebook et Instagram.

Albanie

Journalistes couvrant la corruption politique signalent une réduction de portée et des restrictions de contenu sur Meta.

Kosovo

Le CPJ a documenté des cas de blocage de comptes sur les réseaux sociaux ; les journalistes signalent des restrictions de contenu.

Chypre

Journalistes et activistes signalent des restrictions de contenu sur les plateformes.

Malte

Journalistes enquêtant sur la corruption gouvernementale signalent des restrictions de contenu et une réduction de portée sur Meta.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Palestine / Gaza

HRW a documenté plus de 1 050 cas de suppression de contenu sur les plateformes Meta en octobre-novembre 2023 seulement, dans plus de 60 pays. Six schémas de suppression identifiés. Meta a été informée du problème par HRW en 2021 — deux ans avant l'escalade d'octobre 2023 — et n'a pas agi.

Palestine / Cisjordanie

La suppression des voix de Cisjordanie est documentée séparément de Gaza. Des organisations de droits humains, journalistes et activistes couvrant l'expansion des colonies israéliennes signalent des restrictions de contenu, des suspensions de comptes et des shadow bans sur les plateformes Meta.

Israël (voix de solidarité avec la Palestine)

Incluses dans le même ensemble de données HRW de 60 pays. Le contenu d'utilisateurs en Israël exprimant leur solidarité avec les civils palestiniens a été supprimé aux côtés du contenu originaire de Gaza.

Iran

Des voix anti-gouvernementales lors des protestations de Mahsa Amini en 2022 documentées comme supprimées sur Instagram, Twitter et TikTok. Les plateformes ont simultanément permis aux narratifs d'État iraniens de circuler sans obstacle.

Égypte

Le gouvernement a continuellement arrêté des activistes pour des commentaires critiques sur les réseaux sociaux depuis 2015. Freedom on Net 2025 : parmi les pays avec les déclin les plus extrêmes en 15 ans.

Arabie saoudite

Les critiques du gouvernement ont des comptes suspendus ou restreints sur diverses plateformes. En mai 2025, un citoyen britannique a été condamné à 10 ans de prison pour une publication supprimée en 2018 ; réduite à 8 ans en appel.

Jordanie

La loi sur la cybercriminalité de 2023 utilisée pour supprimer les mouvements de protestation de masse en ligne. Restrictions de contenu documentées par Freedom House 2024.

Irak

Journalistes et activistes subissent une suppression de contenu routinière. Freedom House documente continuellement des cas de comptes restreints pour contenu politique et anticorruption.

Syrie

La documentation de la guerre civile syrienne et des atrocités est supprimée sur les plateformes. Des organisations de droits humains signalent du contenu supprimé sous des politiques de contenu graphique appliquées à la documentation des crimes de guerre, tandis que le contenu pro-gouvernemental circule.

Yémen

La documentation des frappes aériennes et des conditions humanitaires par des civils est supprimée de manière disproportionnée sur les plateformes.

Liban

Des journalistes indépendants documentant l'effondrement économique et la corruption signalent des restrictions de comptes et une réduction de portée.

Tunisie

Après la consolidation autoritaire de 2021, restrictions sur les réseaux sociaux pour les voix d'opposition et les journalistes.

Maroc

Journalistes et activistes signalent des restrictions de comptes liées à la couverture du Sahara occidental et de la dissidence politique.

Algérie

Journalistes et activistes subissent des restrictions de comptes sous des dispositions de sécurité nationale appliquées sur les plateformes.

Libye

Journalistes en zone de conflit signalent une suppression de contenu sur diverses plateformes sans possibilité de recours.

Bahreïn

Voix de l'opposition et défenseurs des droits humains documentés comme supprimés sur les plateformes depuis 2011 ; le schéma continue jusqu'en 2025.

Koweït

Journalistes et activistes documentant des questions politiques signalent des restrictions de contenu.

Oman

Voix indépendantes couvrant des questions politiques et sociales signalent des restrictions de contenu sur Meta.

Mauritanie

Journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu sur Facebook — la plateforme dominante dans le pays.

ASIE CENTRALE ET CAUCASE

Kazakhstan

Le blogueur Askhat Niyazov a été arrêté en 2024 pour avoir repartagé un commentaire Telegram jugé répréhensible par les autorités. Contenu sur les protestations du « Janvier sanglant » de 2022 supprimé.

Kirghizistan

Le gouvernement a ordonné le blocage du site web du média indépendant Kloop après son reportage sur les allégations de torture d'un opposant emprisonné ; a ensuite ordonné la liquidation complète de l'organisation faitière (Freedom House 2024).

Tadjikistan

Journalistes et activistes subissent des blocages de comptes sur les plateformes. Le CPJ documente des cas en continu.

Turkménistan

L'un des environnements d'information les plus restreints au monde. Les journalistes indépendants en exil subissent des restrictions de comptes par les plateformes.

Ouzbékistan

Les réseaux sociaux sont de plus en plus restreints ; le contenu critique envers le gouvernement est supprimé sous pression gouvernementale combinée à une suppression indépendante par les plateformes.

Géorgie

Déclin le plus significatif parmi les pays précédemment « Libres » (−4 points, Freedom on Net 2025). Contenu sur les manifestations de masse contre le gouvernement pro-russe restreint sur les plateformes.

ASIE-PACIFIQUE

Chine

Le cas le plus étendu documenté de complicité soutenue des plateformes à l'échelle mondiale. Tout le contenu critique envers le gouvernement, la documentation de Tiananmen, la persécution des Ouïghours, les protestations à Hong Kong : tout supprimé. Freedom on Net 2025 : le pire au monde. Aucune plateforme occidentale n'a jamais conditionné l'accès au marché chinois à la fin de quelque aspect que ce soit de cette suppression.

Myanmar

Depuis le coup d'État militaire de 2021, des milliers de personnes emprisonnées pour expression en ligne. Contenu supprimé sur toutes les plateformes. Facebook a reconnu l'échec de ses systèmes — après le génocide des Rohingyas, après les dommages causés. Le même schéma de reconnaissance sans changement structurel se répète dans chaque pays de cette liste. Freedom on Net 2025 : à égalité avec la Chine comme le pire au monde.

Inde

Le gouvernement utilise le portail Sahyog (2024-2025) pour signaler et supprimer du contenu en masse. L'Inde est désormais classée parmi les pays où Facebook et Instagram peuvent restreindre automatiquement le contenu sur directive gouvernementale (The Wire, avril 2026). 111 185 contenus bloqués jusqu'en mars 2025.

Bangladesh

Voix de l'opposition et journalistes supprimés lors des répressions politiques. Le contenu sur les protestations étudiantes de 2024 qui ont renversé le gouvernement Hasina a été supprimé sur plusieurs plateformes. Freedom on Net 2025 : plus grande amélioration (+5 points) après le changement de gouvernement.

Pakistan

Contenu sur les disparitions forcées et les activistes baloutches régulièrement supprimé. Parmi les pays avec les déclinés les plus extrêmes de la liberté d'internet en 15 ans.

Vietnam

Les demandes de suppression de contenu du gouvernement sont systématiquement honorées par les plateformes. Journalistes et activistes subissent des suspensions de comptes.

Philippines

Journalistes et activistes critiques des administrations Duterte et Marcos documentés avec du contenu restreint. Le « marquage rouge » des critiques amplifié sur les plateformes tandis que leurs réponses sont supprimées — une asymétrie documentée et cohérente.

Thaïlande

Contenu critique envers la monarchie supprimé sur les plateformes. Activistes et journalistes subissent des restrictions de comptes.

Indonésie

Contenu critique envers les politiques gouvernementales sur la Papouasie supprimé. Voix des minorités religieuses documentées comme restreintes.

Malaisie

Journalistes indépendants et activistes signalent des restrictions de contenu politique. Les plateformes se conforment aux demandes gouvernementales de suppression et suppriment également la parole politique de manière indépendante.

Singapour

Journalistes et activistes signalent des restrictions de contenu, notamment sur ce que le gouvernement considère comme des violations de la loi sur la protection contre les fausses affirmations et la manipulation en ligne.

Hong Kong

Après 2019, suppression des voix pro-démocratie sur toutes les grandes plateformes. Contenu documentant les protestations et l'application de la loi sur la sécurité nationale supprimé.

Taïwan

Journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu, notamment autour des relations avec la Chine continentale.

Sri Lanka

Contenu documentant la crise économique de 2022 et les protestations supprimé sur plusieurs plateformes.

Afghanistan

Sous le régime taliban, le contenu des femmes journalistes, défenseurs des droits humains et voix opposées aux talibans est supprimé sur les plateformes sans infrastructure de soutien pour les utilisateurs concernés.

Cambodge

Journalistes indépendants et voix d'opposition subissent des restrictions de comptes parallèlement à la pression gouvernementale.

Népal

Freedom House 2025 a décrit la répression sur les réseaux sociaux comme reflétant une tendance mondiale à la censure. La liberté d'internet s'est détériorée.

Laos

Voix indépendantes et journalistes subissent des restrictions de contenu dans l'un des environnements d'information les plus fermés au monde.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu, notamment autour des droits des peuples autochtones.

Fidji

Journalistes indépendants et activistes politiques signalent des restrictions de contenu autour des élections sur les plateformes Meta.

Maldives

Journalistes documentant la corruption et les droits humains signalent des restrictions de contenu et des suspensions de comptes.

Timor-Leste

Journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu sur Facebook — la plateforme dominante dans le pays.

AFRIQUE

Éthiopie

Contenu documentant le conflit du Tigré (2020-2022) supprimé sur les plateformes. Facebook a reconnu l'échec du système — après les faits, après les dommages. Le contenu en amharique a été supprimé tandis que l'incitation à la violence contre les Tigréens circulait. Le même schéma de reconnaissance sans changement structurel se répète ici comme partout ailleurs.

Nigéria

Lors des protestations #EndSARS, les utilisateurs nigériens documentant la violence d'État ont subi une suppression simultanée sur plusieurs plateformes. L'inaction des plateformes a permis des attaques coordonnées contre les comptes des activistes tout en restreignant leur contenu.

Tanzanie

Le compte Instagram de l'éminente activiste Maria Sarungi-Tsehai a été restreint en Tanzanie sur directive gouvernementale (décembre 2025). Les comptes Meta de l'activiste de la diaspora Mange Kimambi

suspendus simultanément. La plateforme JamiiForums supprimée pendant 90 jours avant les élections de 2025. Le Conseil de surveillance de Meta est resté silencieux tout au long.

Ouganda

L'activiste Stella Nyanzi condamnée à 18 mois pour une publication Facebook en 2019 ; acquittée en appel après 15 mois effectués ; a déménagé en Allemagne en 2022. Le romancier Kakwenza Rukirabashaija accusé pour des publications Twitter en 2022. Les plateformes n'ont pris aucune mesure contre les attaques coordonnées sur ces comptes avant que la suppression ne se produise.

Kenya

Déclin annuel le plus grave dans Freedom on Net 2025 (–6 points). Journalistes et activistes documentant les protestations de 2024 signalent des restrictions de contenu et des suspensions de comptes.

Zimbabwe

Activistes utilisant #ThisFlag, #ZimbabweShutdown et #ShutDownZim ont subi des blocages de comptes et de hashtags. Médias d'information en ligne indépendants régulièrement ciblés sans protection des plateformes.

Soudan

Le contenu documentant la guerre civile en cours et les atrocités subit une suppression sur les plateformes. La documentation du conflit est supprimée sous des politiques de contenu qui ne s'appliquent pas symétriquement aux différents conflits.

République démocratique du Congo

Décrite par l'expert du CEDEM Joan Barata comme une « guerre oubliée » où les plateformes interagissent minimalement avec les acteurs locaux. Contenu supprimé sans infrastructure de soutien comparable à celle qui existe pour l'Ukraine ou la Palestine.

Sénégal

Voix de l'opposition et documentation des protestations supprimées lors des crises politiques de 2023–2024.

Cameroun

Voix camerounaises anglophones documentant le conflit d'Ambazonie supprimées sur les plateformes. Le narratif gouvernemental francophone subit moins de restrictions sur les mêmes plateformes — une asymétrie linguistique documentée.

Afrique du Sud

Voix de la société civile et activistes signalent des restrictions de contenu autour de la couverture de la corruption gouvernementale.

Rwanda

Les réseaux sociaux sont de plus en plus réglementés ; les voix critiques subissent des restrictions.

Mozambique

Les journalistes subissent une suppression de contenu de manière routinière. Deux disparitions de journalistes en cours d'enquête en août 2025.

Zambie

Journalistes et activistes signalent des restrictions de contenu politique.

Mali

Journalistes indépendants et voix de la société civile signalent une suppression de contenu sur Facebook sous la pression de la junte militaire.

Burkina Faso

Voix indépendantes subissent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta en coordination avec le contrôle de l'information plus large de la junte militaire.

Guinée

Journalistes indépendants signalent des restrictions de contenu et une suppression de la documentation de la violence politique.

Tchad

Journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu, notamment autour des élections et du contenu d'opposition.

Niger

Voix indépendantes signalent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta après le coup d'État de 2023.

Togo

Voix de l'opposition et journalistes indépendants signalent des restrictions de contenu sur Facebook et Twitter/X.

Gabon

Voix indépendantes signalent des restrictions de contenu, notamment autour du coup d'État de 2023 et de ses suites.

Angola

Journalistes indépendants et activistes signalent des restrictions de contenu et une documentation de la corruption gouvernementale.

République centrafricaine

Voix indépendantes documentant le conflit en cours et la présence du groupe Wagner signalent une suppression de contenu.

Somalie

Journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu sans infrastructure de soutien des plateformes.

Érythrée

L'un des environnements d'information les plus restreints au monde. Les rares voix indépendantes en ligne signalent une suppression de contenu sans possibilité de recours.

Soudan du Sud

Journalistes documentant le conflit en cours et les violations des droits humains signalent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta.

Lesotho

Journalistes et activistes signalent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta.

Eswatini / Swaziland

Voix pro-démocratie et journalistes signalent des restrictions de contenu sur les plateformes sous la pression de la monarchie absolue.

Madagascar

Journalistes indépendants et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu sur Facebook.

Comores

Journalistes et activistes signalent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta.

Botswana

Journalistes indépendants signalent des restrictions de contenu autour des élections et de la couverture de l'opposition.

LES AMÉRIQUES

Venezuela

Suppression des réseaux sociaux ordonnée par le gouvernement pendant et après les élections présidentielles contestées de juillet 2024. Des journalistes numériques détenus ; des personnes ayant critiqué le gouvernement en ligne ont été forcées à disparaître. Freedom on Net 2025 : deuxième plus grand déclin annuel (−4 points). Parmi les pays avec les déclin les plus extrêmes en 15 ans.

Cuba

Des journalistes et dissidents documentant les protestations de 2021 ont subi une suppression de contenu et un blocage de comptes sur diverses plateformes.

Nicaragua

Des journalistes en exil documentent des restrictions de contenu et des blocages de comptes tandis que le gouvernement d'Ortega utilise librement les plateformes. L'asymétrie — une voix vers le haut, une autre vers le bas — est le schéma documenté cohérent.

Mexique

Des journalistes couvrant les cartels et la corruption documentent des restrictions de comptes. Contenu documentant la violence liée au trafic de drogue supprimé. Plus de 900 journalistes en Amérique latine et dans les Caraïbes contraints à l'exil depuis 2018 (UNESCO, 2026).

Colombie

Des défenseurs des droits humains et journalistes couvrant la violence paramilitaire et étatique documentent des restrictions de comptes. Contenu documentant les massacres de leaders sociaux supprimé sur les plateformes Meta.

Brésil

Pendant la période Bolsonaro : suppression documentée d'une partie du contenu d'opposition. Les activistes des droits des peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement documentent des restrictions de contenu sur la déforestation et la violence.

El Salvador

Contenu critique envers le gouvernement Bukele restreint. Les journalistes subissent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta avec une conformité proactive des plateformes au-delà des demandes légales formelles.

Guatemala

Des journalistes indépendants couvrant la corruption subissent des restrictions de comptes et une pression gouvernementale sur les plateformes.

Honduras

Des journalistes et activistes subissent des restrictions de contenu politique. Des attaques coordonnées contre des comptes d'activistes rencontrent l'inaction des plateformes.

Haïti

Documentation de la violence des gangs et de la crise humanitaire supprimée. Sans infrastructure de recours, les voix haïtiennes n'ont aucun recours — un fait que les plateformes n'ont pas cherché à rectifier.

Bolivie

Des journalistes et voix de l'opposition signalent des restrictions de comptes sur les réseaux sociaux liées au contenu politique.

Pérou

Des journalistes indépendants couvrant la corruption et les protestations signalent une suppression de contenu. Restrictions de comptes documentées autour de la crise politique de 2022-2023.

Équateur

Des journalistes couvrant le crime organisé et la corruption signalent des restrictions de contenu et des suspensions de comptes sur les plateformes Meta.

Paraguay

Des journalistes indépendants signalent des restrictions de contenu sur Facebook — la plateforme dominante.

République dominicaine

Des journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu autour des élections et du contenu politique.

Jamaïque

Des journalistes indépendants et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu sur les plateformes Meta.

Trinité-et-Tobago

Des journalistes signalent des restrictions de contenu dans la couverture politique.

Panama

Des journalistes couvrant le Canal, la corruption et la politique signalent des restrictions de contenu.

Costa Rica

Des voix indépendantes signalent des restrictions de contenu politique, notamment autour des élections de 2022.

Guyana

Des journalistes et voix de la société civile signalent des restrictions de contenu, notamment autour du boom pétrolier et de ses conséquences politiques.

PARTIE II

LES ÉTATS-UNIS

Proximité étatique documentée avec la suppression des plateformes

La section suivante présente le dossier documentaire sur la participation du gouvernement américain à l'architecture, au déploiement et à l'arbitrage juridique de la suppression des plateformes. Toutes les affirmations sont sourcées. Les références [1]-[35] sont résolues en Annexe.

PARTIE II — LES ÉTATS-UNIS : PROXIMITÉ ÉTATIQUE DOCUMENTÉE AVEC LA SUPPRESSION DES PLATEFORMES

Le document a établi tout au long que les résultats de la suppression des plateformes sont cohérents avec les intérêts géopolitiques des États-Unis. Le dossier documenté suivant fait passer cette observation de l'inférence à la preuve. Il n'est pas exhaustif. Il est suffisant.

L'ARCHITECTURE DE SUPPRESSION A ÉTÉ CONSTRUITE AVEC DES FONDS PUBLICS

En 2011, DARPA a publié un appel d'offres formel pour le programme SMISC — financé à hauteur de 42 millions de dollars, étendu à environ 50 millions sur quatre ans.[1] [2] [3] Les objectifs déclarés comprenaient la détection et la classification des narratives, le suivi des flux d'information, l'identification des sentiments et la lutte contre les campagnes de désinformation.[4] La méthodologie SMISC — détection linguistique, suivi des narratives, cartographie des influences, suppression coordonnée — constitue le fondement technique de l'architecture de modération que les grandes plateformes ont ensuite déployée à grande échelle.

Le programme opérait explicitement dans le cadre des Military Information Support Operations, la dénomination successeur des opérations psychologiques.[5] Plus de 200 articles académiques sont issus de ses recherches. La méthodologie n'est pas restée dans l'armée. Elle a migré vers le secteur privé, vers les plateformes et vers les systèmes de suppression documentés dans ce rapport. DARPA a ensuite développé des programmes successeurs sur les mêmes fondements : INCAS (Influence Campaign Awareness and Sensemaking, 2020) pour détecter et suivre en temps réel les campagnes d'influence géopolitique, et Civil Sanctuary (2022) pour la modération de contenu par IA multilingue. L'infrastructure n'était pas un projet. C'était un programme de développement institutionnel continu.

Programme	Agence	Année	Financement	Objectifs déclarés
SMISC — Social Media in Strategic Communication	DARPA	2011-2015	~50 M\$	Suivi des narratives, détection des sentiments, cartographie des influences, contre-désinformation
INCAS — Influence Campaign Awareness and Sensemaking	DARPA	2020	Non divulgué	Détecter, caractériser et suivre en temps réel les campagnes d'influence géopolitique
Civil Sanctuary	DARPA	2022	Non divulgué	Modération de contenu par IA multilingue dépassant les capacités actuelles des plateformes
Misinformation Fingerprints	DoD / NewsGuard	2021-2023	749 387 \$	Catalogue de narratives signalées comme désinformation ; focus couverture Ukraine/Russie

LES PLATEFORMES ONT MAINTENU DES COMPTES MILITAIRES AMÉRICAINS TOUT EN SUPPRIMANT LES VOIX CIVILES

Entre mars 2012 et août 2022, Twitter a maintenu un réseau de comptes liés au CENTCOM, menant des campagnes coordonnées au Moyen-Orient et en Asie centrale.[6] [7] Graphika a identifié plus de 150 comptes supprimés pour comportement inauthentique coordonné; Meta a confirmé les États-Unis comme pays d'origine.[8]

L'enquête des Twitter Files (partie 8, Lee Fang, décembre 2022) a établi que de hauts responsables de Twitter avaient connaissance du réseau CENTCOM depuis au moins 2017 et n'avaient pas agi.[9] [28] Twitter a activement aidé CENTCOM à mettre des comptes sur liste blanche. Un e-mail interne de juillet

2020 montre l'avocat principal de Twitter, Jim Baker, s'interrogeant sur le fait que le Pentagone avait utilisé un « mauvais artisanat » pour monter son réseau et cherchait des stratégies pour éviter d'exposer des comptes « liés les uns aux autres ou au DoD ou à l'USG ». Un second e-mail de Stacia Cardille, avocate principale de Twitter, notait que le Pentagone souhaitait classer rétroactivement ses activités sur les réseaux sociaux « pour dissimuler ses activités dans cet espace » et que cela « pourrait représenter une surclassification pour éviter l'embarras ».

Certains comptes n'ont pas été suspendus avant mai 2022 — la même période au cours de laquelle des collecteurs de fonds, journalistes et comptes OSINT ukrainiens documentés en partie III ont été suspendus pour avoir publié du contenu de guerre exact. Après l'exposition par Graphika/Stanford, le réseau ne s'est pas arrêté : des sites ont été rebaptisés, certains mettant à jour leur mention légale pour reconnaître être publiquement financés par le gouvernement américain.^[29]

La propre revue interne du Pentagone a confirmé l'existence des comptes et l'absence de règles spécifiques exigeant des informations véridiques pour les opérations psychologiques.^[10]

Les plateformes qui ont maintenu des comptes militaires américains couverts pendant jusqu'à dix ans — ne les suspendant qu'après que des journalistes les eurent exposés — suspendaient simultanément des journalistes, chercheurs OSINT et collecteurs de fonds ukrainiens pour avoir publié du contenu exact sur une guerre active au cours de la même période.

Plateforme	Comptes identifiés	Période active	Origine confirmée	Mesures prises
Twitter / X	173+ comptes	Mars 2012 – août 2022	États-Unis et Royaume-Uni (attribution propre de Twitter)	Certains suspendus en mai 2022 ; reste en août 2022 — des années après détection interne
Facebook / Instagram	39 profils, 16 pages, 2 groupes, 26 comptes Instagram	2017 – juil. 2022	États-Unis (attribution propre de Meta)	Supprimés en août 2022
Plusieurs plateformes	150+ personas au total ; photos de profil générées par IA ; sites d'information factices	2012-2022	Audit du Pentagone confirmé ; CENTCOM nommé	Réseau poursuivi après exposition sous des sites rebaptisés

LE SYSTÈME DE MODÉRATION GOUVERNEMENT-PLATEFORMES ÉTAIT FORMEL, MULTI-AGENCES ET DOCUMENTÉ

Le réseau CENTCOM est une composante documentée d'un système documenté plus large. Les Twitter Files (parties 1, 6, 9, 11, 12 — Taibbi, Fang, Weiss, décembre 2022-janvier 2023) ont établi que Twitter, Facebook, Google et d'autres grandes plateformes ont développé une infrastructure formelle pour recevoir des demandes de modération de l'ensemble du gouvernement fédéral.^[30] Le FBI n'était pas l'exception — il était, selon la caractérisation de Taibbi, « le portier d'un vaste programme de surveillance et de censure des réseaux sociaux, englobant des agences de l'ensemble du gouvernement fédéral — du Département d'État au Pentagone en passant par la CIA ».^[30]

Les participants documentés comprennent : la Maison Blanche ; la Foreign Influence Task Force du FBI (80 agents, créée après 2016, participant à des réunions conjointes régulières avec les plateformes) ; le Département de la Sécurité intérieure ; le Département de la Santé ; le Département de la Défense ; le Global Engagement Center du Département d'État ; le Bureau du directeur du renseignement national ; et la CIA — identifiée dans les documents par son euphémisme inter-agences standard « Other Government

Agency » ou OGA.[30] Avant les élections de 2020, Twitter, Facebook, Reddit, Discord, Wikipedia, Microsoft, LinkedIn et Verizon Media se réunissaient mensuellement avec le FBI, la CISA et d'autres représentants gouvernementaux.[31]

La CISA — l'Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures, une composante du DHS — a reconnu ne pas avoir d'autorité légale pour mener directement une suppression de contenu. Sa réponse documentée consistait à financer et diriger l'Election Integrity Partnership (EIP), un consortium dirigé par le Stanford Internet Observatory (avec Graphika, le DFRLab de l'Atlantic Council et le Center for an Informed Public de l'Université de Washington) pour accomplir des tâches que le gouvernement ne pouvait constitutionnellement pas accomplir lui-même.[31] L'EIP a signalé près de 4 800 éléments aux plateformes ; les plateformes ont agi sur 35 % d'entre eux — suppression, étiquetage ou soft-blocking.[31] Le DHS a tenté de formaliser publiquement cette infrastructure en avril 2022 avec le Disinformation Governance Board ; il a été dissous en août 2022 sous la pression publique. L'infrastructure qu'il devait formaliser a continué à fonctionner sans la composante publique.

UN TRIBUNAL FÉDÉRAL A CONSTATÉ UNE COERCITION GOUVERNEMENTALE SUR LA MODÉRATION DES PLATEFORMES

Dans l'affaire Missouri v. Biden, le tribunal de district américain du district ouest de Louisiane a rendu un jugement de 155 pages le 4 juillet 2023 — basé sur plus de 1 400 faits documentés — constatant que des responsables de la Maison Blanche, du Surgeon General, des CDC, du FBI et de la CISA avaient vraisemblablement contraint ou significativement encouragé les plateformes de réseaux sociaux, de sorte que leurs décisions de modération de contenu devaient être considérées comme des décisions gouvernementales.[11] [12] Le tribunal a documenté au moins 22 instances de ce qu'il a caractérisé comme une pression incessante des responsables de la Maison Blanche sur les entreprises technologiques, constatant spécifiquement que la Maison Blanche « avait rendu très clair aux entreprises de réseaux sociaux ce qu'elle voulait supprimer et ce qu'elle voulait amplifier ».[13] Le tribunal a en outre constaté que le DHS avait étendu le terme « infrastructure » à l'« infrastructure cognitive » afin de créer une autorité pour surveiller et supprimer des discours protégés publiés sur les réseaux sociaux — requalifiant effectivement les discours politiques comme une menace à la sécurité nationale.

La Cour d'appel du cinquième circuit a confirmé les conclusions du tribunal de district, concluant que le gouvernement avait « mené une campagne de pression de plusieurs années visant à s'assurer que la censure s'aligne sur les points de vue préférés du gouvernement » et que « les plateformes, en capitulant face à la pression d'État, avaient modifié leurs politiques de modération ».[33] L'affaire a atteint la Cour suprême sous le nom Murthy v. Missouri. La Cour a rejeté pour défaut de qualité à agir en juin 2024, refusant de se prononcer sur le fond.[14] Les conclusions factuelles du tribunal de district et la confirmation du cinquième circuit n'ont pas été perturbées. En mars 2026, le Département de Justice a conclu un décret de consentement liant le Surgeon General, les CDC et la CISA : ils sont interdits pendant dix ans de menacer les entreprises de réseaux sociaux de sanctions juridiques, réglementaires ou économiques pour contraindre la suppression de la parole protégée.[15] [16] Le décret est un règlement négocié ne contenant aucun aveu de faute passée — Lawfare a spécifiquement noté qu'il ne constitue pas une preuve avalisée par les tribunaux d'un régime de censure.[34] Il est néanmoins un instrument juridique contraignant exécuté par un tribunal fédéral — un qui n'aurait pas été nécessaire si la conduite qu'il interdit n'avait pas été réelle.

Les conclusions d'un tribunal fédéral et un accord de consentement du DOJ ne sont pas des allégations. Ils constituent le dossier institutionnel.

LE PENTAGONE A CHARGÉ UNE ENTREPRISE PRIVÉE DE SIGNALER LA COUVERTURE DISSIDENTE SUR L'UKRAINE

En septembre 2021, le département de la Défense a accordé un contrat de 750 000 dollars à NewsGuard pour son projet Misinformation Fingerprints — un catalogue de narratives signalées, avec focus sur la couverture Ukraine-Russie.[17] [18] Le PDG de NewsGuard a confirmé que le travail était réalisé pour le Cyber Command.[19]

Consortium News a déposé une plainte alléguant que NewsGuard, opérant dans le cadre du contrat, agissait avec les États-Unis pour contraindre les organisations de presse à modifier leurs points de vue sur l'Ukraine et la Russie.[20] Les demandes en diffamation ont été rejetées en mars 2025; la relation contractuelle n'est pas contestée.[21] [22]

La NDAA pour 2024 comprenait une disposition restreignant les dépenses du Pentagone pour les agences de publicité employant NewsGuard.[23]

LE PENTAGONE A IMPOSÉ UNE CENSURE PRÉALABLE AU JOURNALISME — ET UN TRIBUNAL L'A ANNULÉE

En septembre 2025, le département de la Défense a émis une directive imposant aux journalistes accrédités de signer un engagement de ne pas rapporter d'informations non autorisées. Les journalistes refusant s'exposaient à la révocation de leur accréditation.[24] [25] La Society of Professional Journalists a qualifié cela de censure préalable — la plus grave violation de la liberté de la presse.[26]

En mars 2026, un tribunal fédéral a déclaré les restrictions inconstitutionnelles, constatant des violations du Premier et du Cinquième Amendements.[27]

La censure préalable est le terme juridique désignant l'interdiction gouvernementale de publier avant que cela ne se produise. C'est le mécanisme préemptif primaire que ce rapport documente comme étant appliqué par les plateformes aux voix mondiales tout au long de la période couverte. Le gouvernement américain l'a appliqué directement à sa propre presse au cours de la même période — et a nécessité une décision judiciaire fédérale pour l'arrêter. Ce mécanisme n'est pas le seul. La suppression mondiale généralisée, ou populationnelle, à focus régional, ethnique, religieux ou idéologique, distincte des vagues de suppression entourant des incidents ou des informations d'importance, indépendamment de la nation qui l'impose, doit être classée séparément comme une conduite criminelle propre dans le cadre du génocide culturel, de peur que l'un, les deux, ou d'autres ne survivent, ou soient supplantés, remplacés ou autrement substitués par des méthodologies encore inconnues du monde. La solution doit laisser place à des concepts, méthodes et représentations erronées futurs et inconnus pour prévenir une catastrophe pour les droits humains mondiaux ; même sous leur forme actuellement fracturée.

CE QUE CELA ÉTABLIT

Preuve	Source	Ce que cela établit
DARPA SMISC + INCAS + Civil Sanctuary, 2011–2022	Appels d'offres fédéraux ; DARPA.mil ; 200+ articles publiés	L'armée américaine a développé et financé en continu la méthodologie de suppression pendant une décennie
Réseau de faux comptes du Pentagone, 2012–2022 ; persistance post-exposition	Graphika/SIO ; Twitter Files ; Meta ; The Intercept avril 2026	Les plateformes ont activement assisté les comptes militaires américains couverts ; supprimé simultanément des voix civiles de guerre ; réseau persisté après exposition
Système formel gouvernement-plateformes : FBI, CISA, CIA, État, DoD, HHS, ODNI	Twitter Files parties 1, 6, 9, 11, 12 ; documents DHS/CISA ; rapport EIP	Une infrastructure formelle multi-agences documentée pour router les demandes de modération existait sur toutes les grandes plateformes

Missouri v. Biden — jugement 155p + confirmation 5e circuit, 2023	Tribunal de district américain + 5e Cour d'appel du circuit	Deux tribunaux fédéraux ont conclu que des responsables gouvernementaux avaient vraisemblablement contraint les décisions de modération ; dossier factuel non perturbé par la Cour suprême
Décret de consentement DOJ, mars 2026	Département de Justice américain ; NCLA ; juge Terry Doughty	Interdiction de dix ans pour trois agences de menacer les plateformes de supprimer des discours protégés ; contrainte juridique contraignante, sans aveu de faute
Contrat NewsGuard, 749 387 \$, 2021-2023 ; restriction NDAA 2024	Contrats DoD ; correspondance Cyber Command ; archives du Congrès	Le Pentagone a payé une entreprise privée pour cataloguer et signaler la couverture dissidente Ukraine/Russie ; le Congrès a ensuite restreint l'arrangement
Restrictions médias du Pentagone, septembre 2025 ; décision judiciaire mars 2026	Directive DoD ; US Press Freedom Tracker ; juge Paul Friedman	Le gouvernement américain a imposé une censure préalable au journalisme et a requis une décision judiciaire fédérale pour l'annuler

Le cadre actuel de ce document — que les résultats de la suppression des plateformes sont cohérents avec les intérêts géopolitiques des États-Unis — n'est plus inférentiel. Il est documenté.

PARTIE III — LE CAS UKRAINIEN

Personnes, organisations et plateformes nommées : Un registre documenté de la suppression, 2014-2026

Cette section documente uniquement ce qui a échappé aux plateformes — dans le journalisme, les rapports d'ONG, la correspondance gouvernementale, la recherche académique et les plateformes tierces. L'échelle réelle est plusieurs ordres de grandeur supérieure. Il s'agit d'un minimum, pas d'un maximum.

LE SCHÉMA AVANT LE CAS

Les nations et populations documentées ci-dessus ne constituent pas un préambule au cas ukrainien qui suit. Elles sont le contexte qui rend le cas ukrainien intelligible.

Ce qui est arrivé aux voix ukrainiennes, pro-ukrainiennes et documentant factuellement la guerre sur toutes les grandes plateformes de 2014 à 2026 ne s'est pas produit isolément. Cela s'est produit à l'intérieur d'un système qui avait déjà passé des années à réprimer le Tigré, la Palestine, Cuba, le Venezuela, la Biélorussie, le Myanmar et des dizaines d'autres. Un système qui avait démontré, à plusieurs reprises, qu'il permettrait des activités coordonnées inauthentiques contre des voix ciblées et classerait la documentation des atrocités comme des violations de politique, tout en laissant le contenu des auteurs intact.

Le cas ukrainien est l'instance la plus largement documentée de ce système en fonctionnement. Il est documenté à cette profondeur parce que la société civile, le journalisme, le gouvernement et les institutions internationales ukrainiens ont lutté pour le documenter. La plupart des populations énumérées ci-dessus ne disposaient pas de cette infrastructure. Leur suppression est proportionnellement moins documentée. Elle n'était pas proportionnellement moins grave.

Ce que vous êtes sur le point de lire n'est pas un cas particulier. C'est un cas qui a été suffisamment bien documenté pour pouvoir être lu.

LIRE LA BASE DE DONNÉES

Chaque entrée dans le tableau des personnes nommées utilise des badges colorés pour identifier les plateformes concernées et les méthodes de suppression appliquées. Plusieurs badges par entrée indiquent plusieurs plateformes ou méthodes.

CLEF DES PLATEFORMES

F Facebook	I Instagram
X Twitter / X	T TikTok
Y YouTube	P Patreon
A Apple App Store	TG Telegram

CLEF DES MÉTHODES DE SUPPRESSION

SUS Compte suspendu / supprimé	SHB Shadowban / ghost ban
DEM Démonétisé	RCH Portée réduite sans notification
PST Publication / contenu supprimé	HTG Hashtag bloqué
FTR Fonctionnalité restreinte	ADV Publicité annulée

PERSONNES NOMMÉES — TABLEAU PRINCIPAL

43 personnes nommées documentées sur Twitter/X, Meta (Facebook/Instagram), YouTube, Patreon et Apple App Store. Classées par importance, puis chronologie.

Nom / Handle	Rôle / Domaine	Plateforme(s)	Méthode(s) de suppression	Date
Zelenskyy Presidential Account (+ associated accounts)	Réseaux sociaux officiels de la présidence ukrainienne	X	SHB FTR	Jun 2023
Ukrainian Armed Forces Strategic Communications	Département officiel des communications stratégiques des Forces armées ukrainiennes	Y	PST FTR	Oct 2023
Ambassador Yevhen Perebyinis	Ambassadeur ukrainien en République tchèque — publication supprimée pour critique de Poutine	F	PST	Jul 2021
Come Back Alive (Povernys' Zhyvym)	La plus grande organisation caritative militaire d'Ukraine ; opérationnelle depuis 2014 ; 2 000+ drones financés	P	BAN	Feb 24, 2022
Andrius Tapinas	La personnalité publique la plus influente de Lituanie ; campagne « Bayraktar du Peuple » (5+ M€ en 3 jours)	F P	SUS	Dec 2022 / Feb 2022
Azovstal Defenders' Families Association	Groupe de défense familiale pour les prisonniers de guerre du Régiment Azov	I	BAN	Aug 2022
Azov Regiment Patronage Service ('Angels of Azov')	Service d'assistance officiel, Régiment Azov, Garde nationale ukrainienne	F I	SUS	Sep 2022
Anonymous Instagram user ('Where is Azov?' post)	Utilisateur ordinaire ; publication réclamant le retour de 700+ prisonniers Azov	I	PST	Dec 2022
Roman Burko / InformNapalm @newsburko	Fondateur, InformNapalm OSINT (depuis 2014) ; a contribué à l'identification du GRU et à l'enquête MH17	X F	SUS BAN	Mar 2020 & Feb 2022

Nom / Handle	Rôle / Domaine	Plateforme(s)	Méthode(s) de suppression	Date
Kyle Glen @OsintBunker / @Conflicts	Journaliste OSINT, cofondateur de Conflict News (400 000+ abonnés)	X	SUS	Feb 2022
Oliver Alexander @OAlexanderDK	Analyste OSINT, chercheur en sécurité (Danemark)	X	SUS	Feb 2022
@NeuroneIntelligence	Plateforme OSINT en langue française (Suisse)	X	SUS	Feb 2022
Mendo en Conflicto	OSINT de conflits en espagnol (Espagne/Amérique latine)	X	SUS	Feb 2022
Notícias e Guerras	OSINT et documentation de conflits en portugais brésilien	X	SUS	Feb 2022
@667_mancer	Compte OSINT ; avait démenti des faux drapeaux russes	X	SUS	Feb 2022
Yana Suporovska	Journaliste ukrainienne ; collectrice de fonds — a récolté 800 000 UAH pour un drone militaire	X	SUS	May-Jun 2022
Roman Sinitsyn	Activiste ; chef de la direction militaire, Fondation Prytula	X	SUS	Apr-Jun 2022
Melania Podolyak	Activiste ; coordinatrice, Fondation Prytula à Lviv	X	SUS	2022
Alisa Chirva	Bénévole ; cofondatrice, Fondation Palyanytsia	X	SUS	2022
Maria Smirnova	Bénévole et militaire	X	SUS	2022
Julia Napolska	Bénévole ; cheffe de projet SarTech	X	SUS	2022
Olya Suprun @Ola_Bilo4ka	Blogueuse et bénévole	X	SUS	Jun 2022
Petro Nek	Blogueur ; DG marketing, Lviv Online — bloqué pour publication de photos de Boutcha	X	SUS	Apr 2022
Oleg Novikov	Journaliste ukrainien, co-présentateur de « Pravo na poplavu »	X	SUS	2022
Yevheniy Lira	Écrivain, traducteur, documentariste ukrainien	X	SUS	Dec 2021

Nom / Handle	Rôle / Domaine	Plateforme(s)	Méthode(s) de suppression	Date
Sergey Parkhomenko	Journaliste indépendant — suspendu pour reportage sur la responsabilité russe dans le MH17	F	SUS	May 2015
Olga Tokariuk	Journaliste indépendante (Chatham House, CEPA, Reuters Institute ; TIME, WaPo, BBC, NPR)	X	SHB	Dec 2022
Ayder Muzhdabayev	Journaliste et blogueur tatar de Crimée	P	SUS	2022
Ustyna Stefanchuk	Historienne académique — compte supprimé pour publication de photos du site du massacre du NKVD	F	BAN	Jul 2021
Olena Pavlova (Inzhyr The Cat)	Créatrice de bandes dessinées — bloquée pour des illustrations littéraires	F	SUS	Sep 2021
Jamala (+ wave of Ukrainian accounts)	Chanteuse lauréate des Grammy et de l'Eurovision ; des centaines de milliers d'abonnés	X	SHB FTR	Jun 2023
Bohdan Gdal ('Na Teremkakh' admin)	Administrateur, groupe communautaire de Kyiv (31 000 membres) — banni définitivement	F	BAN	Dec 2021
'Lyudonky, advise' Lviv community group	Groupe Facebook communautaire, 360 000 membres — bloqué définitivement, jamais rétabli	F	BAN	Jun 2021
Denys Davydov	Ancien pilote commercial ukrainien ; analyste de guerre (400 000→900 000+ abonnés ; 1,2 Md de vues)	Y	DEM	Oct 2022
Artur Rehi	Analyste d'histoire militaire et de guerre estonien (500 000+ abonnés)	Y	DEM	Oct 2022
Perun	Chaîne d'analyse militaire (~250 000 abonnés)	Y	DEM	Oct 2022
'Reporting from Ukraine'	Créateur ukrainien anonyme de mises à jour sur la guerre	Y	DEM	Sep-Oct 2022

Nom / Handle	Rôle / Domaine	Plateforme(s)	Méthode(s) de suppression	Date
Jake Broe	Vétéran militaire américain ; YouTuber géopolitique (~250 000 abonnés)	Y	ADV	Oct 2022
Vlad Vexler	Philosophe politique d'origine russe, Université de Londres	Y	ADV	Oct 2022
Šarūnas Jasiukevičius ('Praeities Žvalgas')	Activiste lituanien et collecteur de fonds pour l'Ukraine — bannissements cycliques	F	BAN SUS	2022
Christo Komarnitski	Caricaturiste politique bulgare, journal Sega (52 000+ abonnés)	F	FTR	Late 2022
Georgi Georgiev (BOEC)	Leader du mouvement civique bulgare BOEC — banni 50 fois ; plus de 3 ans de ban cumulé	F	SUS	2019-2023
Anonymous Ukrainian creator	Créateur YouTube sans lien militaire — supprimé pour « financement d'armes »	P	BAN	Mar 2023

EN LEURS PROPRES MOTS

Les déclarations suivantes sont directes et verbatim, émanant de personnes dont les comptes, contenus ou organisations ont été supprimés. Chacune est attribuée et sourcée.

“Mon histoire a commencé après avoir collecté des sommes importantes. Nous avons collecté de l'argent pour un drone pour une unité des Forces spéciales de la Garde nationale. C'était coûteux, 800 000 UAH, mais nous y sommes arrivés. La première suspension de 12 heures concernait ma réponse ironique. J'ai envoyé un appel, mais il a été rejeté. Ils ont ensuite ciblé mes anciens tweets, tous. Ils ont même signalé un tweet avec une photo de moi serrant mon fils dans mes bras pour la fête des Mères. Enfin, les signalements ont atteint la réponse contenant le numéro de carte bancaire que j'utilisais pour collecter des fonds pour le drone. Twitter l'a évalué comme une publication d'informations personnelles.”

Yana Suporovska, journaliste ukrainienne et collectrice de fonds militaires — AIN.ua, 16 juin 2022

“Twitter m'a de nouveau bloquée parce qu'ils ne veulent pas que les gens voient les meurtres commis par les Russes. Non, le réseau social n'a pas bloqué les comptes des propagandistes russes et des fonctionnaires qui ont encouragé ces atrocités ; à la place, ils m'ont bloquée, moi et des dizaines d'autres qui en ont parlé.”

Petro Nek, blogueur et DG marketing, Lviv Online — publication Facebook, 5 avril 2022 ; Ukraïner (novembre 2022)

“Pour la première fois en 6 ans de guerre, Twitter a bloqué mon compte, sans raison apparente et sans explication.”

Roman Burko, fondateur d'InformNapalm — InformNapalm.org, 27 mars 2020

“La page a été supprimée sans aucun avertissement... à un moment très difficile pour l'Ukraine. On ne sait pas où sont allés plus de 250 000 dollars.”

Taras Chmut, directeur de Come Back Alive — CNBC, 24 février 2022. Note de source : la formulation exacte n'est pas vérifiable par rapport à l'article CNBC original ; le chiffre de 250 000 \$ est en contradiction avec les 300 000 \$+ rapportés ailleurs pour le même événement. Reproduit tel qu'il apparaît dans les sources secondaires.

“Vous avez vendu plus de 300 000 USD de vos dons mensuels à l'Ukraine. Pourtant, vous vous cachez derrière vos « conditions et politiques », en essayant d'expliquer que Patreon ne peut pas être utilisé pour financer des activités militaires... Vous avez bloqué des fonds vitaux pour l'Ukraine et son peuple... Vous avez aidé des criminels de guerre. Et aider des criminels de guerre viole certainement vos conditions.”

Andrius Tapinas, journaliste lituanien — lettre ouverte à Patreon, 25 février 2022

“Je ne suis pas encline à croire aux théories du complot. Ils bloquaient probablement par mots-clés. Une autre question est de savoir comment ils sont intégrés dans les algorithmes de Facebook — c'est ce qui est intéressant.”

Ustyna Stefanchuk, historienne académique — Texty.org.ua, 15 juillet 2021

“Ces derniers temps, j'ai été débloquée sur Facebook pendant environ quatre ou cinq jours, puis je suis de nouveau bloquée pendant un mois.”

Šarūnas Jasiukevičius (« Praeities Žvalgas »), activiste lituanien — Kauno diena, 2022

“Au cours des cinq dernières années, mon compte a été banni exactement 50 fois. Au total, j'ai passé plus de trois ans banni en raison de mes activités avec BOEC et de nos batailles contre la mafia et la cinquième colonne du Kremlin.”

Georgi Georgiev, leader de BOEC (Bulgarie) — Service bulgare de RFERL, 20 janvier 2023

“Aujourd'hui, @Denys Davydov et @Artur Rehi et d'autres signalent que leurs chaînes entières ont été démonétisées pour avoir parlé de la guerre en Ukraine. Je ne diffuse pas de publicités sur mes chaînes, mais j'ai été informé aujourd'hui qu'un compte publicitaire associé à ma chaîne [...] a été annulé. C'est inacceptable. Nous parlons d'un manque extraordinaire de transparence et de responsabilité dans notre espace public.”

Vlad Vexler, philosophe politique, Université de Londres — publication communauté YouTube, 8 octobre 2022

“Les raisons du blocage sont, comme toujours, des excuses abstraites sur la violation des règles sans aucune précision. Nous sommes convaincus que les suppressions de pages ne sont pas équitables.”

Service de patronage du Régiment Azov (« Angels of Azov ») — annonce Telegram, septembre 2022

“L'invasion russe de l'Ukraine est reconnue internationalement comme illégale. Le Conseil invite Meta à réviser ses politiques pour tenir compte des circonstances de l'intervention militaire illégale.”

Conseil de supervision de Meta — Cas #fb-mbgotvn8, 16 novembre 2022

“Les Ukrainiens ne demandent pas à Facebook de leur laisser carte blanche pour abuser des Russes sur internet. Ce qu'ils veulent, c'est une politique claire, appliquée équitablement, qui permette aux utilisateurs de combattre les narratifs russes et de ne pas se réveiller avec des blocages ou des suspensions inattendus.”

Igor Rozkladaj, CEDEM (Centre pour la démocratie et l'état de droit, Ukraine) — Kyiv Independent, 30 janvier 2024

PROFILS DE CAS DÉVELOPPÉS

Les profils suivants fournissent un contexte narratif complet pour les cas d'importance particulière, incluant le mécanisme de suppression, le contexte élargi et, le cas échéant, un témoignage à la première personne.

Yana Suporovska

X

Journaliste ukrainienne et collectrice de fonds militaires, Kyiv

Yana Suporovska était utilisatrice de Twitter depuis plus de 13 ans lorsque des attaques de signalement coordonnées ont commencé contre son compte en mai 2022. Elle collectait publiquement des fonds pour l'armée ukrainienne — 800 000 UAH pour un drone pour une unité des Forces spéciales de la Garde nationale — lorsque le ciblage a commencé.

Le mécanisme qu'elle a décrit était systématique : des comptes bot provoquaient d'abord des réponses émotionnelles, puis les signalaient. Ils progressaient dans ses archives, signalant les publications une par une. Une photographie d'elle serrant son fils pour la fête des Mères a été signalée. Lorsqu'elle a publié un numéro de carte bancaire pour les dons, les systèmes automatisés de Twitter l'ont classifié comme publication d'informations financières personnelles.

Le 7 juin 2022, après avoir annoncé avoir collecté 400 000 UAH supplémentaires (environ 13 500 dollars) pour l'armée, son compte a disparu entièrement. Il n'a été rétabli qu'après l'intervention publique du chanteur ukrainien Svyatoslav Vakarchuk (Okean Elzy).

Source: AIN.ua (16 juin 2022) ; TheStreet (8 juin 2022)

Petro Nek — Lviv Online

X

Blogueur et professionnel des médias numériques, Lviv

Le 5 avril 2022, le compte Twitter du journaliste ukrainien Petro Nek a été bloqué pour avoir publié des photographies de civils ukrainiens morts à Boutcha — des images documentant un site de crimes de guerre confirmé immédiatement après le retrait russe.

Son compte a été bloqué. Les propagandistes russes et les fonctionnaires qui avaient publiquement encouragé et justifié les actions ayant produit ces corps ne l'ont pas été. La disparité était exacte, documentée et publique.

Source: Ukraïner (novembre 2022)

Roman Burko / InformNapalm

X **F** *Fondateur et rédacteur en chef, communauté OSINT InformNapalm (depuis 2014)*

InformNapalm est une communauté OSINT de bénévoles qui documente l'agression militaire russe depuis 2014. Son travail a directement contribué à l'identification du personnel du GRU russe et aux enquêtes sur le MH17. Chacun de ses comptes Twitter — en ukrainien et plusieurs éditions en langues étrangères, chacun avec 14 000+ abonnés — a été suspendu simultanément deux fois en deux ans.

La première suspension est survenue en mars 2020, immédiatement après la publication de photographies aériennes géolocalisant du matériel militaire russe moderne dans le Donbas. Tous les comptes ont disparu en quelques heures. Facebook a simultanément appliqué automatiquement l'étiquette « faux » à une publication connexe.

La deuxième suspension est survenue le 23 février 2022 — la veille de l'invasion à grande échelle — avec tous les autres grands comptes OSINT suivant les mouvements militaires russes. Twitter a de nouveau qualifié cela d'erreur. Aucun changement structurel n'a suivi l'un ou l'autre des reconnaissances.

Source: InformNapalm.org (27 mars 2020) ; Ukraïner (novembre 2022) ; Sunday Guardian Live (27 février 2022)

Come Back Alive (Povernys' Zhyvym)

P *La plus grande organisation caritative militaire d'Ukraine ; opérationnelle depuis 2014*

Come Back Alive est la plus grande organisation caritative militaire d'Ukraine. Elle est légalement autorisée à acheter des biens militaires et à double usage. D'ici février 2022, elle avait financé plus de 2 000 drones militaires, 5 290 kits de déminage, plus de 60 véhicules militaires et la formation de 350 tireurs d'élite et plus de 2 000 sapeurs.

Le 24 février 2022 — le premier jour de l'invasion à grande échelle de la Russie — la page Patreon de l'organisation est devenue virale à l'international. Patreon l'a suspendue en quelques heures. Tous les dons en cours ont été gelés. La justification déclarée de Patreon : la plateforme n'autorise pas les campagnes impliquées dans la violence ou l'achat d'équipements militaires, quelle que soit la cause. Il n'existait aucune disposition pour le contexte de guerre. Les fonds ont été remboursés aux donateurs plutôt que versés à l'organisation.

Source: CNBC (24 février 2022) ; CoinDesk (25 février 2022) ; Lithuania Tribune (26 février 2022)

Andrius Tapinas — Lettre ouverte à Patreon

F **P** *La personnalité publique la plus influente de Lituanie ; organisateur de la campagne « Bayraktar du Peuple » (5+ M€ en 3 jours)*

Andrius Tapinas est décrit par le sondage Delfi (2023) comme la personnalité publique la plus influente de Lituanie. Il dirige Freedom TV sur YouTube et a organisé la campagne de collecte de fonds « Bayraktar du Peuple », qui a récolté plus de 5 millions d'euros en trois jours.

Lorsque Patreon a suspendu Come Back Alive le premier jour de l'invasion, Tapinas a publié une lettre ouverte qui a circulé à l'international. Son compte Facebook a été séparément bloqué en décembre 2022 pour une publication promouvant la collecte de fonds pour l'Ukraine.

Source: Lithuania Tribune (26 février 2022) ; LRT English (23 décembre 2022) ; Étude Debunk.org (février 2023)

Ustyna Stefanchuk

F

Historienne académique, Ukraine

En juillet 2021, l'intégralité du compte Facebook d'Ustyna Stefanchuk a été immédiatement supprimée après qu'elle ait publié des photographies historiques du site du massacre du NKVD à Lviv de 1941 — documentation des atrocités de l'ère soviétique.

Son compte a été rétabli après un tollé public. Facebook n'a fourni aucune explication pour la suppression. L'analyse de Stefanchuk est notable pour sa précision : elle n'a pas attribué la suspension à de la malveillance, mais à un système de classification par mots-clés dont elle a identifié la conception comme le véritable problème.

Source: Texty.org.ua (15 juillet 2021)

Denys Davydov

Y

Ancien pilote commercial ukrainien ; analyste de guerre (400 000 abonnés au moment de la démonétisation ; 900 000+ maintenant, 1,2 milliard de vues combinées)

Denys Davydov a perdu son emploi de pilote commercial chez Ukraine International Airlines lorsque l'invasion à grande échelle de la Russie a paralysé l'industrie aéronautique ukrainienne. Le 8 octobre 2022, YouTube a démonétisé l'intégralité de sa chaîne. La notification citait : « En raison de la guerre en Ukraine, nous suspendons la monétisation des contenus qui exploitent, rejettent ou approuvent la guerre. » Ses contenus ne font rien de tout cela. Le même jour, la même notification a atteint Artur Rehi (Estonie), Perun, « Reporting from Ukraine », Jake Broe et Vlad Vexler. La démonétisation a finalement été annulée.

Source: TechSparx/David Herron (8 octobre 2022)

Vague de shadowban du barrage de Kakhovka — juin 2023

X

Plusieurs comptes ukrainiens dont Jamala et le compte présidentiel

Lorsque les forces russes ont détruit la centrale hydroélectrique de Kakhovka le 6 juin 2023, plusieurs comptes ukrainiens publiant sur la destruction ont été simultanément shadowbannés sur X. Les comptes disparaissaient des résultats de recherche en mode interface anglais mais restaient visibles en mode ukrainien — ciblant spécifiquement la portée internationale.

En avril 2023, le chef de produit Aakash Gupta a identifié que les contenus tagués « Crise ukrainienne » étaient placés dans le même niveau de dégradation automatisée que les contenus tagués « Désinformation », « Violence » et « Trompeur » — après la fuite du code source de l'algorithme de X sur GitHub.

Source: IMI (8 juin 2023) ; Gizmodo (3 avril 2023) ; Sundries.com.ua (8 juin 2023)

#bucha / #buchamassacre — Facebook et Instagram

F

I

Suppression de hashtags au niveau de la plateforme

Le 3 avril 2022, la journaliste ukrainienne Olena Dub (@OlenaDub) a identifié publiquement que le hashtag #bucha avait été bloqué sur Instagram et Facebook. Deux jours après le retrait des forces russes de Boutcha, révélant des meurtres massifs de civils, le principal hashtag utilisé pour partager cette documentation était automatiquement bloqué.

Le porte-parole de Meta Andy Stone a confirmé : « Cela s'est produit automatiquement en raison des contenus graphiques publiés sous ces hashtags. » La documentation mondiale d'un site de crimes de guerre confirmé a été supprimée au moment d'une attention internationale maximale.

Source: Euronews/Reuters (5 avril 2022) ; Étude Debunk.org/Université de Vilnius (février 2023)

Georgi Georgiev — BOEC (Bulgarie)

F Leader du mouvement civique bulgare BOEC

Georgi Georgiev dirige BOEC, le mouvement civique bulgare qui a organisé les protestations antigouvernementales de 2020 et les actions de soutien à l'Ukraine depuis 2022. En cinq ans, son compte Facebook a été banni 50 fois. Le temps cumulé total qu'il a passé banni dépasse trois ans.

En janvier 2023, BOEC a organisé une manifestation devant le siège de TELUS International Bulgaria à Sofia — la société canadienne mandatée par Meta pour modérer les contenus Facebook pour les utilisateurs bulgares — sous le slogan « Les bloqués bloquent ».

Source: Service bulgare de RFERL (20 janvier 2023) ; Euractiv

Conseil de supervision de Meta — Cas « Poème russe » (Lettonie)

F Utilisateur Facebook en Lettonie ; cas du Conseil de supervision #fb-mbgotvn8

En avril 2022, un utilisateur Facebook en Lettonie a publié une image d'un corps face contre terre dans une rue de Boutcha — confirmée par Meta comme authentique au Conseil de supervision — accompagnée d'un texte en russe établissant des parallèles entre les actions de l'armée russe et les atrocités nazies. La publication citait le poème du poète soviétique Konstantin Simonov « Tue-le ! Tue-le ! Tue-le ! » comme dispositif rhétorique.

Meta a supprimé la publication pour « Discours haineux ». Le Conseil de supervision a annulé à la fois la suppression originale et l'avertissement appliqué par la suite. La décision du Conseil contenait une conclusion d'une pertinence directe pour l'ensemble du schéma documenté dans cette base de données : « L'invasion russe de l'Ukraine est reconnue internationalement comme illégale. Le Conseil invite Meta à réviser ses politiques pour tenir compte des circonstances de l'intervention militaire illégale. »

Meta n'a pas mis en œuvre la recommandation.

Source: oversightboard.com/news/485045113689422

ORGANISATIONS ET MÉDIAS NOMMÉS

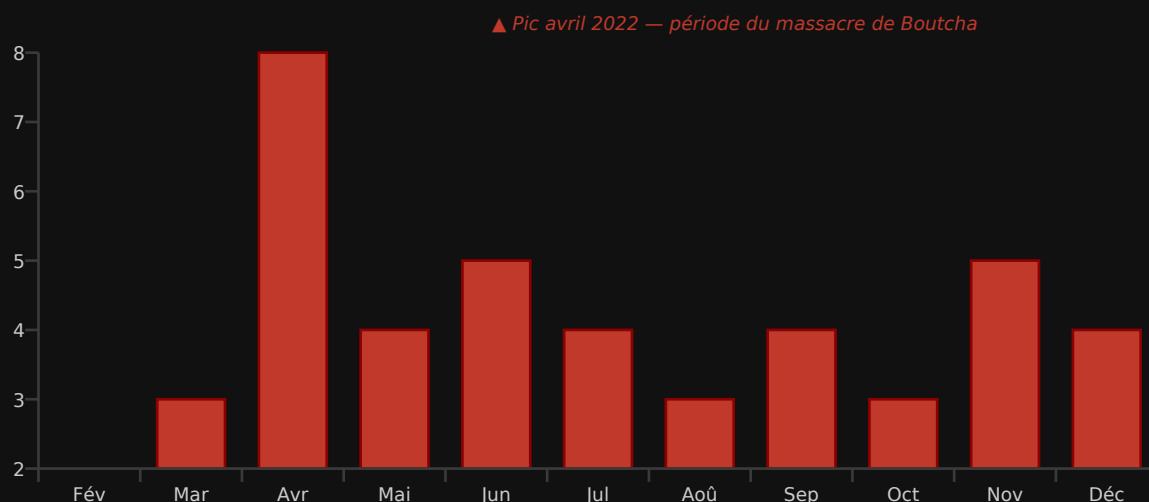
Organisation	Rôle / Domaine	Plateforme(s)	Méthode(s) de suppression	Date
Channel 5 (Kanal 5)	Chaîne de télévision nationale ukrainienne	F	BAN	Jun 2022

Organisation	Rôle / Domaine	Plateforme(s)	Méthode(s) de suppression	Date
Hromadske Radio and TV	Grande chaîne indépendante ukrainienne à but non lucratif (fondée en 2013)	F	SUS RCH	2022
Liga.net	L'une des plus grandes organisations médiatiques ukrainiennes (actualités, affaires, droit)	F	SUS	2022-2023
Groont	Organe de presse ukrainien	F	PST	Jul 2022
Ukrainska Pravda	Le média d'information en ligne le plus visité d'Ukraine (fondé en 2000)	F	RCH DEM	2022-2023
DOU.ua	Grand média technologique ukrainien	F	RCH DEM	2022-2023
'Kyiv Not Kiev'	Page de plaidoyer en anglais (orthographe ukrainienne de la capitale)	F	BAN	Apr 2022
Poltavska Khvylya	Organe de presse en ligne régional, oblast de Poltava	F	PST ADV	Dec 2022
Ukrainian military pages (5 named)	Jour de l'Infanterie (27 000), Actualités militaires ukrainiennes (150 000), Fortification (28 000), + 2 autres	F	BAN	2021
'Lyudonky, advise' — Lviv group	Groupe Facebook communautaire, 360 000 membres	F	BAN	Jun 2021
'Na Teremkakh' — Kyiv group	Groupe communautaire de Kyiv, 31 000 membres	F	BAN	Dec 2021
Association of Azovstal Defenders' Families	Groupe de défense familiale pour les prisonniers du Régiment Azov	I	BAN	Aug 2022
Azov Regiment Patronage Service	Service d'assistance officiel, Garde nationale ukrainienne	F I	SUS	Sep 2022
Alty / RKIN App	Application ukrainienne de suivi des pertes militaires russes + alertes aériennes	A	FTR	2022

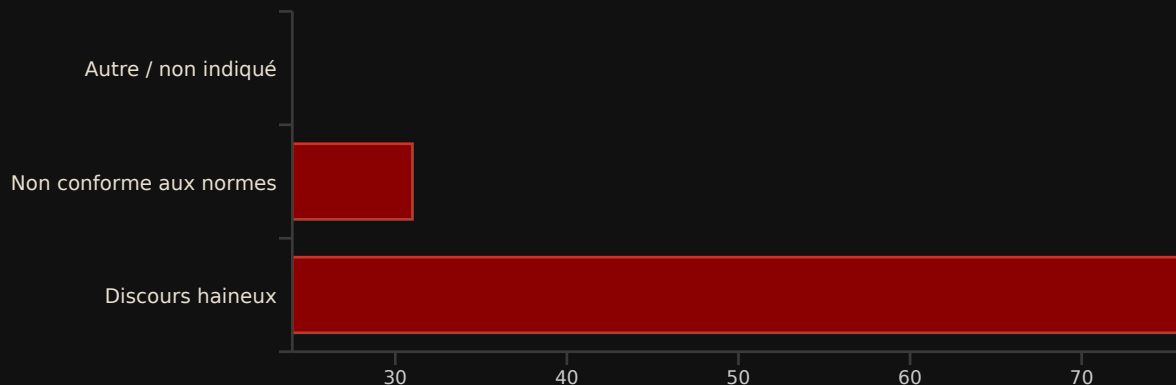
CLUSTERS GÉOGRAPHIQUES — DONNÉES QUANTIFIÉES

LITUANIE — 131 cas documentés (février-décembre 2022)

L'étude Debunk.org/Université de Vilnius est le seul ensemble de données national entièrement quantifié sur la suppression de contenus pro-ukrainiens. Il couvre un petit pays sur dix mois. 131 cas rien qu'en Lituanie rend l'ampleur indéniable.



Motifs indiqués pour les restrictions Facebook — Lituanie 2022



131 cas au total

Restrictions Facebook documentées sur les contenus pro-ukrainiens en Lituanie, fév.-déc. 2022

76 sur 131

Citaient « discours haineux » — y compris des termes standard lituaniens pour désigner les forces russes

57 sur 131

Bannissements de 30 jours — la durée la plus fréquente

3 des 8 cas d'avril

Directement liés au partage de photographies du massacre de Boutcha

4 sur 131

Annulés par Facebook en appel — 127 bannissements incorrects maintenus

53,8 millions d'€

Aide collectée via Facebook par des personnalités publiques lituaniennes — perturbée par les restrictions de contenu

UKRAINE — SCHÉMA NATIONAL (CEDEM, octobre 2023)

57 organisations

Organisations médiatiques ukrainiennes étudiées par le CEdem

27 sur 57 (47,4 %)

Avait subi des restrictions de Facebook ou Instagram depuis février 2022

92 %

Taux de succès des appels du CEdem dans la catégorie « Désinformation »

60 %

Taux de succès global des appels — c'est-à-dire que plus de la moitié des bannissements ont été incorrectement appliqués

BULGARIE — VAGUE DOCUMENTÉE (janvier 2023)

Une vague documentée d'utilisateurs bulgares pro-ukrainiens de Facebook a fait face simultanément à des restrictions de compte. La société de modération était TELUS International Bulgaria, filiale canadienne de Meta. En janvier 2023, des dizaines de personnes ont protesté sous le slogan « Les bloqués bloquent ».

SUPPRESSION DE HASHTAGS ET DE CONTENUS

Les cas suivants documentent la suppression opérant au niveau de l'infrastructure des plateformes — affectant tous les utilisateurs d'un hashtag ou d'un type de contenu.

#bucha / #buchamassacre — Facebook et Instagram

F I

PST HTG

Début avril 2022

Après la découverte de meurtres massifs de civils à Boutcha, la documentation publiée sous ces hashtags a été automatiquement bloquée. Le porte-parole de Meta Andy Stone a confirmé : « Cela s'est produit automatiquement en raison des contenus graphiques publiés sous ces hashtags. » La documentation mondiale d'un site de crimes de guerre confirmé a été supprimée au moment d'une attention internationale maximale.

#russiaisaterroriststate — Instagram

I

HTG RCH

Juin 2022

Les Ukrainiens utilisaient ce hashtag pour documenter les bombardements russes d'immeubles civils. Les publications n'apparaissaient pas dans les fils. Ils ont alors basculé vers #russiaterroriststate (sans « is ») pour contourner la restriction.

#BuchaMassacre, #Azov, #RussiansATerroristState, #StandWithUkraine — recherche Instagram

I

HTG

Depuis avril 2022

Les quatre hashtags bloqués de la barre de recherche d'Instagram. Formellement documentés dans la question écrite du Parlement européen E-002411/2022 (eurodéputé Tomáš Zdechovský, PPE, 3 juillet 2022) : « Les victimes de guerre sont réduites au silence, bloquées ou shadowbannées. »

Termes ukrainiens désignant les forces russes — Facebook

F

SUS

PST

2015-2022+

Des mots comme moskali (Moscovites — terme ukrainien séculaire), rusnya, rashysty ont été classifiés comme discours haineux. Des utilisateurs ont été bannis pour les avoir utilisés dans des contextes clairement journalistiques ou politiques. Même schéma pendant plus de sept ans sans correction structurelle.

Documentaire en langue ukrainienne — blocage spécifique à la langue

Y

FTR

Octobre 2023

YouTube a bloqué la version en langue ukrainienne d'un documentaire sur les dommages environnementaux causés par l'invasion russe. La version anglaise est restée accessible. Source : Freedom House, Freedom on the Net 2024.

Liens de collecte de fonds Come Back Alive — YouTube

Y

PST

2023-2024

YouTube supprimait les liens vers Come Back Alive en citant des « images obscènes ». La même organisation avait été suspendue de Patreon le premier jour de l'invasion. Source : Freedom House, Freedom on the Net 2024.

THE MARKUP — SUPPRESSION STRUCTURELLE D'INSTAGRAM

The Markup (25 février 2024) a mené une enquête empirique sur la suppression d'Instagram avec près de 100 comptes sur plusieurs semaines. C'est la documentation indépendante la plus rigoureuse de la mécanique de suppression d'Instagram publiée à ce jour.

Légendes silencieusement supprimées

Instagram a supprimé le texte des légendes de publications contenant certains hashtags sans en notifier le titulaire du compte.

Suppression de hashtags

Un hashtag affichant « 100+ publications » dans la recherche Instagram indiquait « Aucun résultat trouvé » lorsqu'on naviguait vers lui.

Contenus de guerre fortement déclassés	Instagram « a fortement déclassé les images non graphiques de guerre ».
Aucune option d'appel	Les utilisateurs ne se « voyaient pas toujours proposer l'option de faire appel ».
Contenus supprimés pour non-violations	Instagram « a supprimé des contenus pour violation d'une règle spécifique, mais le contenu ne semblait pas violer ladite règle ».
Baisses de portée sans notification	Les utilisateurs ont connu des « baisses de portée sans aucune notification que la visibilité de leur contenu pourrait avoir été affectée ».
Effondrement de la portée des Stories	Plusieurs utilisateurs ont signalé des chutes de la portée des Stories de centaines de milliers à des centaines — soudaines, inexpliquées.

Source : *The Markup* — « Demoted, Deleted, and Denied » (25 février 2024). themarkup.org

HISTORIQUE PRÉ-INVASION — DE 2014 À FÉVRIER 2022

Le schéma précède l'invasion de 2022 de près d'une décennie. La chronologie suivante établit que les contenus ukrainiens étaient systématiquement supprimés sur les plateformes bien avant que la guerre à grande échelle ne le rende visible à l'échelle internationale.

Date	Plateform e	Compte / Contenu	Type de suppression	Source
2014	Facebook	Comptes ukrainiens critiques de l'annexion de la Crimée	Suspensions massives	Ukrainian ; BBC
2015	Facebook	Utilisateur citant un poème de Taras Shevchenko	Compte suspendu ; classifié comme discours haineux	Ukrainian ; Radio Svoboda
2015-2021	Facebook/Instagram	Multiple utilisateurs ukrainiens ; terminologie militaire en ukrainien	Suspensions répétées	Ukrainian
Mai 2015	Facebook	Sergey Parkhomenko — reportage sur la responsabilité russe dans le MH17	Compte suspendu	BBC Monitoring
2015-2019	Facebook	Utilisateurs ukrainiens en général	Aucune équipe de modération en ukrainien avant 2019	Ukrainian ; Texty.org.ua
Juil. 2021	Facebook	Pages militaires ukrainiennes (5 nommées)	Pages supprimées ; reconnues comme erreurs — aucun changement structurel	Texty.org.ua
Juil. 2021	Facebook	Ustyna Stefanchuk (documentation massacre NKVD)	Compte supprimé ; rétabli après pression publique	Texty.org.ua
Juil. 2021	Facebook	Ambassadeur Yevhen Perebyinis	Publication supprimée comme « discours haineux » (critique de Poutine)	Texty.org.ua

Date	Plateform e	Compte / Contenu	Type de suppression	Source
Sep. 2021	Facebook	Olena Pavlova (Inzhyr The Cat)	Compte bloqué pour illustrations littéraires	Ukraïner
Déc. 2021	Facebook	« Na Teremkakh » groupe communautaire de Kyiv (31 000 membres)	Page bannie définitivement	Ukraïner
Juin 2021	Facebook	« Lyudonky, advise » communauté de Lviv (360 000 membres)	Page bloquée définitivement	Ukraïner
Mar. 2020	Twitter	InformNapalm (tous les comptes simultanément)	Tous les comptes bloqués après publication de renseignements militaires russes	InformNapalm.org
Déc. 2021	Twitter	Yevheniy Lira (documentariste)	Compte bloqué	Ukraïner
23 Fév. 2022	Twitter	Glen, Burko, Alexander, NeuronelIntelligence, Mendo, Notícias, @667_mancer	Suspensions massives simultanées — veille de l'invasion	Multiplés

X (TWITTER) — SHADOWBANNING DOCUMENTÉ, 2022-2023

Olga Tokariuk — Ghost ban (décembre 2022)

Olga Tokariuk est une journaliste ukrainienne indépendante dont les travaux ont paru dans TIME, Washington Post, BBC et NPR. En décembre 2022, un collègue l'a informée que son compte avait été ghost-banné — invisible dans la recherche Twitter, confirmé par des outils tiers. La plateforme ne l'en avait pas notifiée.

“Un ami m'a envoyé ça. Apparemment, je suis sous un « ghost ban » par Twitter, quelle que soit la signification de cela.”

Olga Tokariuk — 14 décembre 2022 ; rapporté dans Newsweek (14 décembre 2022)

Vague du barrage de Kakhovka — Code source de l'algorithme (juin 2023 + avril 2023)

Lorsque les forces russes ont détruit la centrale hydroélectrique de Kakhovka le 6 juin 2023, plusieurs comptes ukrainiens publiant à ce sujet ont été simultanément shadowbannés sur X. Les comptes disparaissaient des résultats de recherche en mode interface anglais mais restaient visibles en mode ukrainien — ciblant spécifiquement la portée internationale. En avril 2023, le chef de produit Aakash Gupta a identifié que les contenus tagués « Crise ukrainienne » étaient placés dans le même niveau de dégradation automatisée que les contenus tagués « Désinformation », « Violence » et « Trompeur » — après la fuite du code source de l'algorithme de recommandation de X sur GitHub.

Comptes affectés

Jamala (des centaines de milliers d'abonnés) jusqu'aux comptes de moins de 100 abonnés — simultanément

Cible de la suppression	L'audience internationale spécifiquement (interface en langue anglaise)
Comportement par défaut	Tag « contenu sensible » appliqué — désactivé par défaut, nécessitant 60+ secondes de navigation
Preuve au niveau du code	L'algorithme de X plaçait « Crise ukrainienne » dans le même niveau de dégradation que « Désinformation », « Violence », « Trompeur »
Même jour	Le propriétaire de X Elon Musk a retweeté une vidéo suggérant que l'Ukraine était responsable de l'explosion du barrage

Sources : IMI (8 juin 2023) ; Gizmodo (3 avril 2023) ; Sundries.com.ua (8 juin 2023) ; New Voice of Ukraine (2 avril 2023)

ADMINISTRATEURS TELEGRAM DE MELITOPOL — ARRÊTÉS EN 2023, CONDAMNÉS EN 2025

Les six individus ci-dessous ont tous été arrêtés lors d'une seule rafle massive du FSB le 20 août 2023 à Melitopol, occupée par la Russie, oblast de Zaporizhzhia. Tous ont été inculpés spécifiquement pour avoir géré des chaînes Telegram pro-ukrainiennes. Ce sont les condamnations les plus lourdes connues imposées par des tribunaux d'occupation russes à des créateurs de contenus pour réseaux sociaux pour avoir géré des chaînes pro-ukrainiennes.

Nom	Chaîne	Condamnation	Chefs d'accusation / Notes
Heorhiy Levchenko	RIA Melitopol	16 years maximum-security	State treason; incitement to extremism; organising informant network Arrested Aug 20, 2023. Sentenced Sep 2, 2025
Vladyslav Hershon	Melitopol Is Ukraine	15 years strict-regime	Espionage; terrorism-related offences (trial behind closed doors) Arrested Aug 20, 2023. Sentenced Sep 3, 2025
Yana Suvorova	Melitopol Is Ukraine	14 years low-security	'Directing HIMARS strikes on an FSB building' Age 19 at arrest. Sentenced Oct 23, 2025. Held at Taganrog SIZO-2 (torture facility)
Oleksandr Malyshev	Melitopol Is Ukraine	26 years — longest known sentence for running a pro-Ukrainian social media channel	'Terrorist act: launching a missile and bomb strike' Arrested Aug 20, 2023
Mark Kaliush	Associated channels	Compulsory psychiatric treatment (no criminal trial)	Used as additional instrument of suppression Arrested Aug 20, 2023
Anastasiia Hlukhovska	RIA Melitopol journalist	Whereabouts unknown as of September 2025	Not disclosed by Russian authorities Arrested Aug 20, 2023. Fate unknown

Sources : IPI ; Kyiv Independent (4 septembre 2025 ; 24 octobre 2025) ; RSF ; IMI (2025–2026)

EFFONDREMENT DE L'USAID ET ÉCOSYSTÈME INFORMATIONNEL DE L'UKRAINE (2025)

En février 2025, le gouvernement américain a gelé le financement de l'USAID. Documenté ici parce que les rédactions détruites étaient précisément celles qui documentaient la suppression des plateformes et les crimes de guerre russes.

80-90 %	des organisations médiatiques ukrainiennes recevaient des financements de l'USAID
100 %	des revenus pour certaines rédactions
40-60 %	des revenus pour d'autres
3-10 %	Revenus publicitaires en proportion du revenu total — tout le reste provenait de donateurs
-20 %	Réduction supplémentaire projetée des journaux et magazines sans aide des donateurs
-25-30 %	Baisse projetée de la circulation par abonnement
~2/3	Subventions USAID en proportion des projets du journaliste d'investigation Denys Bihus
62e	Classement de l'Ukraine dans l'Indice mondial de la liberté de la presse RSF 2025
400 millions+	Personnes dans le monde ayant perdu l'accès aux informations fiables financées par l'USAGM

Rédactions directement touchées : RIA Melitopol ; Kordon Media (Soumy) ; Slobidskyi Kray (le plus vieux journal de Kharkiv) ; Denys Bihus (journalisme d'investigation). La rédactrice en chef du Kyiv Independent, Olga Rudenko : « Le gel a causé des dommages au journalisme indépendant ukrainien comparables à la pandémie de COVID-19. »

Sources : Washington Post (7 février 2025) ; RSF World Press Freedom Index 2025 ; The Conversation/Université de Melbourne (17 mars 2025) ; Euronews (19 juin 2025)

ENSEMBLES DE DONNÉES ANALYTIQUES

Les ensembles de données et statistiques publiés suivants sont documentés sans accès à l'API des plateformes, à partir de recherches publiées, de rapports officiels de transparence ou de journalisme d'investigation.

Cambridge/École d'économie de Kyiv — Nature Communications (octobre 2024)

Kyrychenko, Brik, van der Linden, Roozenbeek. DOI : 10.1038/s41467-024-52179-8. Accès ouvert : PMC11445580.

1,6 million de publications de pages de sources d'information ukrainiennes et russes sur Facebook et Twitter, 4 points temporels août 2021 – septembre 2022.

Solidarité intragroupe post-invasion — Facebook	+92 % d'engagement par rapport à la ligne de base pré-invasion
Solidarité intragroupe post-invasion — Twitter	+68 % d'engagement par rapport à la ligne de base pré-invasion
Hostilité extragroupe post-invasion — Facebook	Plus faible qu'avant l'invasion
Hostilité extragroupe post-invasion — Twitter	Plus faible qu'avant l'invasion
Jeu de données	OSF : 10.17605/OSF.IO/RMC3E (accès ouvert)

Étude CEDEM/Tsedem (octobre 2023)

Centre pour la démocratie et l'état de droit, Ukraine. 57 organisations médiatiques ukrainiennes.

Étude sur les restrictions de la plateforme Meta aux médias ukrainiens depuis février 2022.

Organisations étudiées	57
Soumises à des restrictions depuis fév. 2022	27 (47,4 %)
Taux de succès des appels — catégorie « Désinformation »	92 %
Taux de succès global des appels — année 1 de l'invasion	60 % (plus de la moitié des bannissements incorrectement appliqués)

Debunk.org / Université de Vilnius (février 2023)

Période d'étude : 24 février – 31 décembre 2022. 131 cas de restriction documentés d'utilisateurs lituaniens de Facebook.

Le seul ensemble de données national entièrement quantifié sur la suppression de contenus pro-ukrainiens.

Cas au total	131
Durée la plus fréquente	30 jours (57 sur 131)

Motif le plus souvent cité	« Discours haineux » (76 sur 131)
Mois pic	Avril 2022 (8 cas — période du massacre de Boutcha)
Cas liés à Boutcha en avril	3 sur 8
Annulés par Facebook en appel	4 sur 131
Aide collectée via Facebook — perturbée	53,8 millions d'€

Enquête Instagram de The Markup (25 février 2024)

themarkup.org — « Demoted, Deleted, and Denied »

Enquête empirique avec ~100 comptes sur plusieurs semaines.

Traitement des contenus de guerre	« Fortement déclassés »
Légendes de publications	Silencieusement supprimées pour certains hashtags — sans notification
Recherche de hashtags	Affiche « 100+ publications » mais indique « Aucun résultat » lors de la navigation
Portée des Stories	Chutes signalées de centaines de milliers à des centaines sans préavis
Utilisateurs interrogés	20 (dont 4 journalistes et 13 comptes de créateurs professionnels)

Question écrite du Parlement européen E-002411/2022 (3 juillet 2022)

Eurodéputé Tomáš Zdechovský (PPE). europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-002411_EN.html

Acte institutionnel formel confirmant que le Parlement européen était au courant du blocage par Instagram des hashtags de documentation de guerre.

Hashtags bloqués	#BuchaMassacre, #Azov, #RussiansATerroristState, #StandWithUkraine
Plateforme	Barre de recherche Instagram
Commission interrogée sur	L'intention de sanctionner Meta
Texte de la question	« Les victimes de guerre sont réduites au silence, bloquées ou shadowbannées »

SOURCES ACADÉMIQUES

Auteurs / Année	Titre	Revue	DOI / URL
Heřmanová, Eriksson Krutrök, Divon (2025)	L'algorithme aime la guerre : visibilité ambivalente dans les pratiques des créateurs de contenu en temps de guerre	Continuum: Journal of Media & Cultural Studies	10.1080/10304312.2025.2507777
Kyrychenko, Brik, van der Linden, Roozenbeek (2024)	Corrélatés d'identité sociale de l'engagement sur les réseaux sociaux avant et après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022	Nature Communications 15, 8127	10.1038/s41467-024-52179-8
Divon & Eriksson Krutrök (2025)	L'essor des influenceurs de guerre : créateurs, plateformes et visibilité des zones de conflit	Journalism	10.1177/29768624251325721
Bösch & Divon (2024)	Le son de la désinformation : TikTok, propagande computationnelle et l'invasion de l'Ukraine	New Media & Society	10.1177/14614448241251804
Badola (2023)	Russie et Ukraine : une analyse de contenu de la « première guerre TikTok du monde »	Mémoire universitaire, Université du Michigan	deepblue.lib.umich.edu/handle/2027.42/177317

TÉMOIGNAGE D'EXPERT DU CEDEM ET INITIATIVE DU CNSD (2023-2024)

Igor Rozkladaj — CEDEM (Ukraine)

Igor Rozkladaj est directeur adjoint et expert en réseaux sociaux au CEDEM (Centre ukrainien pour la démocratie et l'état de droit). Il travaille directement avec les représentants de Meta et traite les appels au nom des utilisateurs ukrainiens.

“Les Ukrainiens ne demandent pas à Facebook de leur laisser carte blanche pour abuser des Russes sur internet. Ce qu'ils veulent, c'est une politique claire, appliquée équitablement, qui permette aux utilisateurs de combattre les narratifs russes et de ne pas se réveiller avec des blocages ou des suspensions inattendus.”

Igor Rozkladaj, CEDEM — Kyiv Independent, 30 janvier 2024

60 %	Taux de succès des appels au cours de la première année de l'invasion à grande échelle — plus de la moitié des bannissements appliqués incorrectement
Recommandation de liste blanche	Le CEDEM a formellement recommandé à Meta de mettre en œuvre un système de liste blanche pour les organisations médiatiques en contexte de conflit
Réponse de Meta	Non mis en œuvre

Shadow bans

Décrits par Chantal Joris d'Article 19 comme « loin d'être une théorie du complot, mais un outil courant »

Initiative de collecte de preuves CNSD / Debunk.org (janvier 2023)

En janvier 2023, le Centre de lutte contre la désinformation du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, en coopération avec Debunk.org (Lituanie), a commencé à collecter formellement des preuves d'utilisateurs pro-ukrainiens dont les comptes avaient été supprimés pour des publications liées à la guerre. Toujours en janvier 2023, Meta a accepté d'exclure le Régiment Azov de sa politique de blocage des « organisations dangereuses » — presque un an après le cas du Conseil de supervision de 2022 et seulement après un lobbying soutenu du gouvernement ukrainien. En 2022, le Ministère ukrainien avait demandé à Meta de divulguer une liste de mots interdits. Au moment du rapport Freedom House 2023, Meta n'avait pas répondu.

Source : Freedom House, *Freedom on the Net 2023* (section Ukraine)

SOURCES PRIMAIRES

N°	Source	Titre / Description	URL
1	Ukrainer	« Potentially Unacceptable » (17 nov. 2022 ; mise à jour 3 juin 2024)	ukrainer.net/en/potentially-unacceptable/
2	Debunk.org / Université de Vilnius	Incohérences de modération de Facebook dans le contexte de la guerre en Ukraine (13 fév. 2023)	debunk.org/news/facebook-content-moderation-inconsistencies-war-ukraine
3	Texty.org.ua	L'algorithme du ban (15 juil. 2021)	texty.org.ua/articles/104034/
4	AIN.ua	Twitter et Facebook bloquent des militants ukrainiens. Encore. (16 juin 2022)	en.ain.ua/2022/06/16/twitter-and-facebook-block-ukrainian-activists/
5	TheStreet	Twitter banne-t-il des militants ukrainiens ? (juin/août 2022)	thestreet.com/technology/is-twitter-banning-ukrainian-activists
6	TechSparx / David Herron	Google démonétise des YouTubers couvrant la guerre (8 oct. 2022)	techsparx.com/google/youtube/google-demonetizing-youtubers-reporting-on-russias-war-against-ukraine.html
7	The Markup	Demoted, Deleted, and Denied (25 fév. 2024)	themarkup.org/investigations/2024/02/25/demoted-deleted-and-denied
8	RFERL / Georgi Angelov	Utilisateurs Facebook pro-ukrainiens bulgares bloqués (20 jan. 2023)	rferl.org/a/bulgaria-facebook-pro-ukrainian-blocked/32238393.html
9	Georgetown Free Speech Project	Twitter supprime des comptes OSINT (18 mar. 2022)	freespeechproject.georgetown.edu/tracker-entries/amid-ukraine-invasion-twitter-mistakenly-removes-accounts/
10	Sunday Guardian Live	Twitter suspend des comptes couvrant l'Ukraine (27 fév. 2022)	sundayguardianlive.com/technology/twitter-suspends-accounts-reporting-on-ukraine

N°	Source	Titre / Description	URL
11	Reclaimthenet.org	Twitter censure les publications sur l'invasion (24 fév. 2022)	reclaimthenet.org/twitter-begin-s-censoring-posts-documenting-russias-ukraine-invasion
12	InformNapalm.org	Twitter a bloqué tous les comptes InformNapalm (27 mar. 2020)	informnapalm.org/en/for-the-first-time-in-six-years/
13	IMI (Institut d'information de masse)	Multiples rapports 2022-2026	imi.org.ua/en
14	Conseil de supervision de Meta	Cas #ig-1bmh3dq6 (déc. 2023) ; Cas #fb-mbgotvn8 (nov. 2022)	oversightboard.com/news/485045113689422
15	CNBC	Patreon suspend Come Back Alive (24 fév. 2022)	cnbc.com/2022/02/24/patreon-suspends-come-back-alive-a-ukrainian-military-charity.html
16	Lithuania Tribune	Des développeurs lituaniens quittent Patreon (26 fév. 2022)	lithuaniatribune.com/90929/lithuanian-developers-pull-out-of-patreon-over-ukraine-ban/
17	LRT	Facebook bloque vos publications sur l'Ukraine ? (23 déc. 2022)	lrt.lt/en/news-in-english/19/1835447/facebook-blocking-your-ukraine-posts
18	Euronews	Blocage du hashtag #bucha (5 avr. 2022)	euronews.com/next/2022/04/05/bucha-hashtag-is-being-blocked-by-facebook-and-instagram-heres-what-happened
19	Svidomi.in.ua	TikTok menace-t-il la sécurité nationale ? Le cas de l'Ukraine	svidomi.in.ua/en/post/does-tiktok-threaten-national-security-the-case-of-ukraine
20	CEDEM / Kyiv Independent	Le combat déséquilibré des réseaux sociaux (30 jan. 2024)	kyivindependent.com/social-media-giants-unbalanced-fight-with-disinformation-in-ukraine/
21	BBC Monitoring	Des Ukrainiens pétitionnent Facebook contre les trolls russes (mai 2015)	feeds.bbc.co.uk/news/world-europe-32720965
22	TechCrunch	Twitter rétablit des comptes OSINT (23 fév. 2022)	techcrunch.com/2022/02/23/twitter-reinstates-accounts-sharing-open-source-info-on-russian-military-threat/
23	Freedom House	Freedom on the Net 2023, 2024, 2025 (sections Ukraine)	freedomhouse.org/country/ukraine/freedom-net/2024
24	Parlement européen	Question écrite E-002411/2022 (3 juil. 2022)	europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-002411_EN.html
25	Gizmodo	Twitter de Musk déclassé les contenus sur la crise ukrainienne (3 avr. 2023)	gizmodo.com/twitter-spaces-ukraine-crisis-downranked-elon-musk-1850293018
26	Newsweek	Une journaliste ukrainienne signale un ghost ban sur Twitter (14 déc. 2022)	newsweek.com/twitter-ghost-ban-ukraine-journalist-olga-tokar-iuk-1766021
27	IPI	Des forces russes arrêtent les administrateurs Telegram de RIA Melitopol (mise à jour jan. 2026)	ipi.media/russian-forces-detain-administrators-of-ria-melitopol-telegram-channel/

N°	Source	Titre / Description	URL
28	Kyiv Independent	Condamnations Telegram Melitopol (sep.-oct. 2025)	kyivindependent.com/melitopol-telegram-channel-administrator-sentenced-to-15-years-in-russian-occupied-territory/
29	RSF	Gel USAID (3 fév. 2025) ; Indice mondial de la liberté de la presse 2025	rsf.org/en/trump-s-foreign-aid-freeze-throws-journalism-around-world-chaos
30	Washington Post	Les médias indépendants perdent leur financement USAID (7 fév. 2025)	washingtonpost.com/world/2025/02/07/ukraine-russia-usaid-media-journalism/
31	The Conversation / U. Melbourne	Les coupes USAID pourraient fermer des journaux locaux ukrainiens (17 mar. 2025)	theconversation.com/local-newspapers-are-a-lifeline-in-ukraine-but-usaid-cuts-may-force-many-to-close-250820
32	Babel.ua	Application RKIN / Apple App Store (juil. 2022)	babel.ua/texts/78234-apple-vy-dalya-z-app-store-zastosunok-rkin
33	Sundries.com.ua	Twitter banne automatiquement des Ukrainiens (8 juin 2023)	sundries.com.ua/twitter-automatically-bans-ukrainians-who-often-write-about-the-war/

ÉPILOGUE

Évaluation et acte d'accusation juridique

La section suivante présente l'évaluation des auteurs de ce qu'établit le dossier documenté, et le cadre juridique dans lequel il doit être compris.

ÉPILOGUE : ÉVALUATION ET INCULPATION JURIDIQUE

LE POIDS DE CE QUI A ÉTÉ ENFOUI

Chaque suppression documentée dans ce rapport était déjà en vigueur avant le 24 mai 2026. Les comptes étaient suspendus. Les hashtags étaient bloqués. La portée était limitée. Le schéma n'est pas uniforme en intensité : la suppression a opéré par vagues distinctes de sévérité, de manière la plus aiguë aux moments où des preuves significatives auraient pu atteindre le public international — la veille de l'invasion à grande échelle, la découverte du massacre de Boutcha, la destruction du barrage de Kakhovka, et de manière répétée autour de l'émergence de preuves techniques impliquant des composants occidentaux dans les systèmes d'armes russes. La corrélation entre l'intensité de la suppression et la présence de preuves compromettantes est documentée tout au long de ce rapport. Ce n'est pas une coïncidence.

Le 22 mai 2026, les forces ukrainiennes ont frappé une cible à Starobilsk, occupée par la Russie, dans l'oblast de Louhansk. L'état-major ukrainien a identifié la cible comme le siège du Centre Rubicon pour les technologies avancées sans pilote — l'unité d'élite russe de guerre par drones, créée en 2024, qui avait opéré aux côtés des forces nord-coréennes lors de l'incursion dans le Kursk. La Russie a déclaré que la cible était un dortoir étudiant civil et a organisé un accès médiatique contrôlé par son ministère des Affaires étrangères. Aucune vérification indépendante n'a été autorisée. La liste des victimes a immédiatement contredit le cadrage du Kremlin : 21 victimes, majoritairement de jeunes adultes nés entre 2003 et 2008 — pas des enfants, comme initialement affirmé. Des ordres concernant le transfert des locaux du dortoir à une unité militaire étaient consultables dans des canaux en langue russe des mois avant la frappe. Les résidents locaux avaient discuté de la présence de personnel militaire au collège et dans le dortoir avec une cohérence et une précision suffisantes pour constituer un dossier documentaire. Ce dossier existait. Il était supprimé. Il était invisible pour tout public international qui ne savait pas déjà où et comment le chercher.

Dans les jours suivant la frappe, des canaux russes ont diffusé les visages de victimes par la suite identifiées par des chercheurs ukrainiens comme des Ukrainiens tués par des forces russes dans l'oblast de Zaporijjia en 2023. La Russie a habillé ses propres victimes antérieures de l'identité de nouvelles victimes. La correction était documentée et supprimée simultanément. La désinformation circulait librement. Ce n'est pas une anomalie. C'est le standard opérationnel que l'inaction des plateformes a rendu possible.

Deux jours plus tard, le 24 mai 2026, la Russie a frappé Bila Tserkva, oblast de Kyiv — 600 drones, 90 missiles et le troisième emploi opérationnel du missile balistique à portée intermédiaire Orechnik contre une ville de 200 000 habitants. L'Orechnik transporte jusqu'à six ogives hypersoniques indépendantes, ne peut être intercepté par aucun système actuellement déployé et est capable de transporter des charges utiles conventionnelles ou nucléaires. Aucun instrument à quelque distance que ce soit ne peut établir laquelle il transporte jusqu'à la détonation ou l'impact.

La population de Bila Tserkva ne savait pas ce qui arrivait. Dans le temps entre l'avertissement et l'impact — et dans chaque moment précédent, durant chaque frappe précédente de cette guerre — leurs pensées, opinions, art, deuil et témoignage d'existence avaient déjà été supprimés, supprimés ou réduits en dessous de la visibilité. Ce qu'ils avaient choisi de partager avec le monde dans ce qui aurait pu être leurs derniers moments leur avait été enlevé. Pas par le missile. Par les plateformes. Par des choix faits, refaits et jamais corrigés, pendant plus d'une décennie avant l'arrivée de l'ogive.

L'ÉCHEC N'EST PAS ACCIDENTEL — ET LE SILENCE ÉTAIT DOUBLÉ

Le doute sur le fait que Starobilsk était une cible militaire légitime est compréhensible. Il est compréhensible précisément parce que la suppression avait déjà nettoyé le terrain. Les sources ukrainiennes et pro-ukrainiennes ont publié le dossier antérieur — les ordres, les témoignages des résidents, le contexte opérationnel de Rubicon. Pour quiconque ne recherchait pas spécifiquement ces sources et ne les suivait pas avec un effort soutenu, sachant que leurs publications n'apparaissaient régulièrement pas même dans les fils d'abonnés, ce matériel n'existait pas. La caractérisation russe de la frappe comme une atrocité civile est entrée dans un environnement informationnel mondial d'où les contre-preuves avaient déjà été supprimées de manière préventive. Elle n'a pas prévalu par la persuasion. La suppression avait déjà décidé du concours.

L'opération d'images de victimes de Zaporijjia a réussi par le même mécanisme. Les corrections ont atteint ceux qui regardaient déjà attentivement. La désinformation a atteint tout le monde. Cette asymétrie — corrections supprimées, désinformation amplifiée — n'est pas incidente aux opérations des plateformes. C'est leur résultat documenté cohérent, le plus aigu précisément lorsque les preuves supprimées sont les plus compromettantes. Le doute qui en résulte n'est pas la faute de ceux qui le détiennent. C'est la conséquence directe et documentable d'une architecture de suppression construite, maintenue et renouvelée depuis plus d'une décennie.

LA DIMENSION MONDIALE : SUPPRESSION COMME GÉNOCIDE CULTUREL

L'Ukraine est le cas le plus largement documenté. Ce n'est pas le seul. La suppression documentée dans ce rapport englobe l'identité nationale, la langue, la mémoire historique, l'expression artistique, la dissidence politique et l'organisation communautaire dans plus de cent nations. Les systèmes des plateformes ont amplifié l'incitation lors du génocide du Tigray et supprimé la documentation de sa violence. Les mêmes plateformes ont permis le génocide des Rohingyas et l'ont ensuite reconnu — après coup, après le dommage. Les voix autochtones en Amérique latine, en Afrique et en Asie documentant l'accaparement des terres et la violence politique ont été supprimées sans pression de l'État dans les pays où ces communautés vivent. Les langues régionales et leurs cadres culturels en Europe orientale ont été traitées comme des discours haineux tandis que les langues de ceux qui cherchaient à les effacer ne l'étaient pas. Le schéma est mondial, cohérent et sans remède.

C'est la définition du génocide culturel. Raphael Lemkin — qui a inventé le terme et rédigé la Convention — l'a défini comme un plan coordonné visant à la destruction des fondements essentiels de la vie des groupes nationaux : leurs institutions, leur langue, leur sentiment national et leur infrastructure communautaire. La suppression systématique de ces fondements de l'environnement informationnel mondial — sur tous les continents, dans des dizaines de langues, pendant plus de deux décennies — est le plus grand acte d'effacement culturel dans l'histoire enregistrée mené par des acteurs privés. Il s'est déroulé avec la connaissance, la tolérance réglementaire et, à certains égards matériels, la facilitation active des États où ces acteurs ont leur siège. La perte est permanente. Les communautés qui l'ont subie n'ont pas consenti. Elles n'ont reçu aucun avis, aucun recours et aucun remède.

LE CADRE JURIDIQUE QUI DOIT CHANGER

Les instruments nécessaires pour condamner ce qui est documenté ici existent déjà. Aucun n'a été appliqué à la suppression par les plateformes de populations soumises au génocide ou à l'effacement culturel systématique. Cette lacune n'est pas une omission. C'est un échec structurel exploité depuis plus

de deux décennies.

L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques établissent le droit de recevoir et de communiquer des informations par tout moyen, et imposent aux États l'obligation de protéger ce droit contre toute ingérence. Les États qui ont créé les conditions réglementaires dans lesquelles ces plateformes ont construit leurs architectures de suppression n'ont pas rempli cette obligation. L'autonomie des plateformes privées n'est pas une défense ; c'est une lacune dans le droit international qui a été délibérément laissée ouverte.

L'article II de la Convention sur le génocide définit le génocide comme des actes commis avec l'intention de détruire un groupe. L'article III rend punible la complicité de génocide. La suppression systématique des voix d'une population soumise à une agression génocidaire — tout en permettant aux voix des auteurs d'opérer sans restriction équivalente — est une complicité dans les dimensions informationnelles de ce génocide. Après douze ans de résultats documentés, cohérents et irrémédiables, ce n'est pas une complicité négligente. C'est délibéré. La distinction compte en droit et dans le jugement.

L'article 7 du Statut de Rome définit les crimes contre l'humanité, notamment la persécution pour des motifs nationaux, ethniques, culturels ou politiques. La suppression culturelle documentée ici — l'effacement des communautés ukrainienne, tigrigna, rohingya, lituanienne, bulgare, arménienne et de dizaines d'autres communautés linguistiques et culturelles de l'environnement informationnel mondial — constitue une persécution culturelle systématique sur plusieurs plateformes pendant plus de deux décennies. La formulation de Lemkin en était le fondement : le génocide vise à la destruction des fondements essentiels de la vie des groupes nationaux. La suppression de ces fondements de l'espace informationnel mondial est cette destruction.

L'EXIGENCE

La loi doit changer. Non comme recommandation. Non comme base de négociation avec les plateformes sur des cadres de conformité volontaire qui seront annoncés et abandonnés. Elle doit changer d'une manière qui supprime tout abri et établit sans ambiguïté que la suppression systématique des voix des populations soumises au génocide, à l'occupation ou à une agression militaire illégale constitue une participation au génocide — directe lorsque la suppression est coordonnée avec l'agresseur, complice lorsqu'elle opère avec le même effet par une inaction soutenue. La norme ne doit pas exiger la preuve de l'intention. Douze ans de résultats cohérents, documentés et irrémédiables sont la preuve. Le résultat est le verdict.

Les États auxquels ces plateformes répondent portent une responsabilité proportionnelle. La forme juridique ne dissout pas la relation entre les choix réglementaires d'un État et les résultats mondiaux que ces choix produisent. L'argument selon lequel les plateformes privées ne sont pas des acteurs étatiques ne fournit aucune couverture aux États qui ont passé deux décennies à créer les conditions dans lesquelles ces plateformes ont construit des architectures de suppression produisant des résultats cohérents avec les intérêts géopolitiques de ces États. La cohérence est documentée. Les choix réglementaires qui l'ont permise sont documentés. L'échec à la corriger est documenté.

La population de Bila Tserkva regardait le ciel dans la nuit du 24 mai 2026. Quoi qu'ils aient pensé, ressenti, créé ou tenté de partager avec le monde à ce moment et dans tous les moments précédents — les plateformes avaient déjà décidé combien le monde en verrait. Si l'humanité n'agit pas pour s'assurer que cette décision ne puisse plus jamais être prise par des acteurs privés sans responsabilité ni conséquence, l'environnement informationnel qui a produit cet effacement ne se limitera pas à continuer. Il se resserrera. Nation après nation découvrira que leur culture, leur histoire et leur droit d'être connus ne peuvent pas survivre à des systèmes de suppression auxquels ils n'ont jamais consenti et dont ils ne peuvent pas s'échapper. Aucune nation ne pourra se libérer du contrôle absolu de l'information, aussi

désespérément qu'elle désire la liberté.

C'est l'avenir dont ce rapport documente l'approche. Ce n'est pas hypothétique. C'est le présent, projeté en avant.

Il n'y a pas de quartier. Il ne devrait pas y en avoir.

Ce document a été compilé par le Bureau de Prévention de la Dystopie, mai 2026. Toutes les affirmations factuelles concernant les événements de suppression sont documentées dans les sections précédentes de ce rapport. L'analyse juridique constitue l'évaluation des auteurs. Elle n'est pas offerte comme conseil juridique. Elle est offerte comme verdict.

ANNEXE

Sources consolidées

Toutes les références de sources pour chaque section de ce document, organisées par partie. Les URL sont fournies en texte brut intégral afin que les titres des documents et des pages restent visibles et consultables même si les liens deviennent indisponibles.

ANNEXE — SOURCES CONSOLIDÉES

Cette annexe contient chaque référence de source pour chaque section de ce document, organisée par partie. Les URL sont données en texte brut complet afin que les titres des documents et des pages restent visibles et consultables même si les liens deviennent indisponibles. Les numéros de référence correspondent aux citations en ligne de chaque section.

PARTIE II — LES ÉTATS-UNIS : PROXIMITÉ ÉTATIQUE DOCUMENTÉE [1]–[35]

Les titres des sources sont cités dans leur langue d'origine.

Réf.	Source	Titre / Description (langue d'origine)	Date	URL
[1]	Federal Register	Appel d'offres DARPA BAA-11-64 pour le programme SMISC — annonce officielle	July 14, 2011	federalregister.gov/documents/2011/07/14/2011-17666/defense-advanced-research-projects-agency-social-media-in-strategic-communication
[2]	DARPA	SMISC — Page officielle du programme (archivée)	2011-2015	arpa.mil/research/programs/social-media-in-strategic-communication
[3]	Grants.gov	SMISC — Documents d'appel d'offres oppld=183411	2011	grants.gov/web/grants/view-opportunity.html?oppld=183411
[4]	Information Professionals Association	Genèse du programme DARPA SMISC — rétrospective du responsable de programme d'origine	2019	information-professionals.org/the-darpa-social-media-in-strategic-communication-smisc-program/
[5]	IDSTCH.com	DARPA SMISC et opérations de soutien à l'information militaire — analyse du programme	February 7, 2019	idstch.com/technology/ict/darpa-using-mind-control-techniques-manipulate-social-media/
[6]	Stanford Internet Observatory / Graphika	Unheard Voice : cinq ans d'opérations d'influence pro-occidentales couvertes — rapport	September 2022	graphika.com/reports/unheard-voice
[7]	Washington Post	Faux comptes militaires allégués sur les réseaux sociaux — tribune d'opinion	September 20, 2022	washingtonpost.com/opinions/2022/09/20/military-pentagon-fake-social-media/
[8]	VOA News / GlobalSecurity.org	Rapport Meta : l'armée américaine derrière des campagnes d'influence en Asie centrale et au Moyen-Orient	November 23, 2022	globalsecurity.org/intell/library/news/2022/intell-221123-voa02.htm
[9]	Al Jazeera / Lee Fang	Twitter a secrètement amplifié les psyops américains au Moyen-Orient — Twitter Files partie 8	December 21, 2022	aljazeera.com/amp/economy/2022/12/21/twitter-secretly-boosted-us-military-propaganda-investigation
[10]	Alternet	Le Pentagone réclame un audit de faux comptes de réseaux sociaux utilisés pour des opérations psychologiques	December 2, 2022	alternet.org/2022/09/pentagon-fake-social-media-accounts
[11]	US District Court, Western District of Louisiana	Missouri v. Biden — mémorandum de décision 579 F. Supp. 3d 630 (W.D. La. 2023)	July 4, 2023	courthousenews.com/wp-content/uploads/2023/07/Missouri-v-Biden-complaint.pdf
[12]	US Supreme Court	Murthy v. Missouri, 603 U.S. ____ (2024) — arrêt de la Cour suprême	June 26, 2024	supremecourt.gov/opinions/23pdf/23-411_3dq3.pdf
[13]	Missouri Attorney General	Le Missouri remporte une victoire au titre du Premier Amendement — déclaration officielle	March 25, 2026	ago.mo.gov/missouri-leads-in-first-amendment-victory/

[14]	CBS News	La Cour suprême rejette le recours contre les contacts de l'administration Biden avec les plateformes	June 26, 2024	cbsnews.com/news/supreme-court-biden-social-media-censorship-case/
[15]	US Department of Justice	Le ministère de la Justice règle des poursuites pour coercition présumée sur les réseaux sociaux	March 25, 2026	justice.gov/opa/pr/justice-department-settles-lawsuits-challenging-biden-administrations-alleged-social-media
[16]	New Civil Liberties Alliance	La NCLA parvient à un règlement historique — déclaration sur le décret de consentement	March 24, 2026	nclalegal.org/press_release/ncla-reaches-historic-settlement-strikes-major-blow-against-governments-social-media-censorship/
[17]	Breitbart News	NewsGuard, bénéficiaire d'un contrat du Pentagone de 750 000 \$, nie être financé par l'État	March 13, 2023	breitbart.com/tech/2023/03/13/newsguard-recipient-of-750k-pentagon-contract-denies-it-is-government-funded/
[18]	Washington Times	NewsGuard ciblé dans le projet de loi de défense en tant que service de 'désinformation'	December 13, 2023	washingtontimes.com/news/2023/dec/13/inside-ring-misinformation-service-newsguard-target/
[19]	Racket News / Matt Taibbi	L'affaire NewsGuard met en lumière le contournement de la censure par le Pentagone	October 25, 2023	racket.news/p/newsguard-case-highlights-the-pentagons
[20]	Washington Times	NewsGuard poursuivi en diffamation pour violation de la liberté d'expression	October 30, 2023	washingtontimes.com/news/2023/oct/27/media-monitoring-company-newsguard-sued-for-defama/
[21]	Courthouse News	Requête de NewsGuard en irrecevabilité — dossier 1:23-cv-07088-KPF	March 26, 2025	courthousenews.com/wp-content/uploads/2025/03/newsguard-motion-to-dismiss-ruling.pdf
[22]	Reason	Un juge fédéral rejette la plainte en diffamation contre NewsGuard	March 27, 2025	reason.com/2025/03/27/federal-judge-tosses-defamation-lawsuit-against-newsguard/
[23]	Washington Examiner	Négociations républicano-démocrates pour interdire la 'censure' financée par le Pentagone	December 11, 2023	washingtonexaminer.com/news/2439614/inside-the-gops-tense-negotiations-with-democrats-to-ban-pentagon-funded-censorship/
[24]	Federal News Network	Le Pentagone renforce les restrictions médias — approbation requise même pour les informations non classifiées	September 22, 2025	federalnewsnetwork.com/defense-news/2025/09/pentagon-steps-up-media-restrictions-now-requiring-approval-before-reporting-even-unclassified-info/
[25]	Military.com / AP	Le Pentagone renforce les restrictions médias — approbation requise même pour les informations non classifiées (AP)	September 21, 2025	military.com/daily-news/2025/09/21/pentagon-steps-media-restrictions-now-requiring-approval-reporting-even-unclassified-info.html
[26]	Society of Professional Journalists / MTSU First Amendment Center	Le Pentagone resserre les restrictions médias — déclaration de la SPJ	September 20, 2025	firstamendment.mtsu.edu/post/pentagon-tightens-news-media-restrictions-now-requiring-approval-before-reporting-even-unclassified-info/
[27]	MTSU First Amendment Encyclopedia	Règles du Pentagone pour la presse 2025 — décision judiciaire fédérale mars 2026	March 2026	firstamendment.mtsu.edu/article/pentagon-rules-for-the-press/
[28]	The Intercept / Lee Fang	Twitter a aidé le Pentagone dans sa campagne de propagande en ligne couverte (Twitter Files partie 8)	December 20, 2022	theintercept.com/2022/12/20/twitter-dod-us-military-accounts/

[29]	The Intercept	Ces sites d'information du Moyen-Orient sont en réalité des opérations de propagande du gouvernement américain — réseau poursuivi après exposition	April 20, 2026	theintercept.com/2026/04/20/pentagon-mid-dle-eastern-news-propaganda-iran/
[30]	Matt Taibbi / Racket News	Résumés de tous les fils Twitter Files — parties 1, 6, 8, 9, 11, 12 : système formel FBI, CIA, DoD, État, ODNI	January 2023	racket.news/p/capsule-summaries-of-all-twitter
[31]	The Intercept	Documents divulgués décrivant les plans du DHS pour contrôler la désinformation — CISA, EIP, Stanford, réunions mensuelles avec les plateformes	October 31, 2022	theintercept.com/2022/10/31/social-media-disinformation-dhs/
[32]	US Press Freedom Tracker	Pete Hegseth restreint l'accès des journalistes au Pentagone — chronologie complète incluant la décision judiciaire	April 9, 2026	pressfreedomtracker.us/all-incidents/pete-hegseth-restricts-journalists-access-inside-pentagon/
[33]	MTSU First Amendment Encyclopedia	Missouri v. Biden (5e circuit, 2023) — confirmation des conclusions du tribunal de district par le 5e circuit	March 27, 2026	firstamendment.mtsu.edu/article/murthy-v-missouri-5th-circuit-2023/
[34]	Lawfare Media	Ce que les décrets de consentement Murthy v. Missouri et Daily Wire établissent — et n'établissent pas	May 2026	lawfaremedia.org/article/what-the-murthy-v.-missouri-and-daily-wire-consent-decrees-do-and-don-t-establish
[35]	Reclaim the Net	Le représentant Jim Banks met le Pentagone en garde sur le contrat NewsGuard — 749 387 \$ confirmés, utilisation par Cyber Command confirmée	May 11, 2022	reclaimthenet.org/rep-jim-banks-pentagon-newsguard-misinformation-fingerprints-contract

PARTIE I — ENQUÊTE MONDIALE : SOURCES PRIMAIRES

Les sources pour l'enquête sur les nations, les statistiques mondiales, le cadre opératif et la section sur la distinction critique proviennent de Freedom House Freedom on the Net 2023–2025, Citizen Lab, Amnesty International, Human Rights Watch, Committee to Protect Journalists, Reporters Sans Frontières, rapports de liberté des médias de l'OSCE et des rapports de transparence des plateformes cités individuellement dans les entrées de pays.

PARTIE III — LE CAS UKRAINIEN : SOURCES PRIMAIRES

Les éléments suivants sont les sources primaires du chapitre sur le cas ukrainien, correspondant aux références numérotées dans le tableau des sources primaires de cette section.

Les titres des sources sont cités dans leur langue d'origine.

N°	Source	Titre / Description (langue d'origine)	URL
1	Ukrainer	« Potentially Unacceptable » (17 nov. 2022 ; mise à jour 3 juin 2024)	ukrainer.net/en/potentially-unacceptable/
2	Debunk.org / Vilnius University	Incohérences de modération de Facebook dans le contexte de la guerre en Ukraine (13 fév. 2023)	debunk.org/news/facebook-content-moderation-inconsistencies-war-ukraine
3	Texty.org.ua	L'algorithme du ban (15 juil. 2021)	texty.org.ua/articles/104034/
4	AIN.ua	Twitter et Facebook bloquent des militants ukrainiens. Encore. (16 juin 2022)	en.ain.ua/2022/06/16/twitter-and-facebook-block-ukrainian-activists/

5	TheStreet	Twitter banne-t-il des militants ukrainiens ? (juin/août 2022)	thestreet.com/technology/is-twitter-banning-ukrainian-activists
6	TechSparx / David Herron	Google démonétise des YouTubers couvrant la guerre (8 oct. 2022)	techsparx.com/google/youtube/google-demonetizing-youtubers-reporting-on-russias-war-against-ukraine.html
7	The Markup	Demoted, Deleted, and Denied (25 fév. 2024)	themarkup.org/investigations/2024/02/25/demoted-deleted-and-denied
8	RFERL / Georgi Angelov	Utilisateurs Facebook pro-ukrainiens bulgares bloqués (20 jan. 2023)	rferl.org/a/bulgaria-facebook-pro-ukrainian-blocked/32238393.html
9	Georgetown Free Speech Project	Twitter supprime des comptes OSINT (18 mar. 2022)	freespeechproject.georgetown.edu/tracker-entries/amid-ukraine-invasion-twitter-mistakenly-removes-accounts/
10	Sunday Guardian Live	Twitter suspend des comptes couvrant l'Ukraine (27 fév. 2022)	sundayguardianlive.com/technology/twitter-suspends-accounts-reporting-on-ukraine
11	Reclaimthenet.org	Twitter censure les publications sur l'invasion (24 fév. 2022)	reclaimthenet.org/twitter-begins-censoring-posts-documenting-russias-ukraine-invasion
12	InformNapalm.org	Twitter a bloqué tous les comptes InformNapalm (27 mar. 2020)	informnapalm.org/en/for-the-first-time-in-six-years/
13	IMI (Institute of Mass Information, Ukraine)	Multiple rapports 2022-2026	imi.org.ua/en
14	Meta Oversight Board	Cas #ig-1bmh3dq6 (déc. 2023) ; Cas #fb-mbgotvn8 (nov. 2022)	oversightboard.com/news/485045113689422
15	CNBC	Patreon suspend Come Back Alive (24 fév. 2022)	cnbc.com/2022/02/24/patreon-suspends-come-back-alive-a-ukrainian-military-charity.html
16	Lithuania Tribune	Des développeurs lituaniens quittent Patreon (26 fév. 2022)	lithuaniantribune.com/90929/lithuanian-developers-pull-out-of-patreon-over-ukraine-ban/
17	LRT (Lithuanian National Radio and Television)	Facebook bloque vos publications sur l'Ukraine ? (23 déc. 2022)	lrt.lt/en/news-in-english/19/1835447/facebook-blocking-your-ukraine-posts
18	Euronews	Blocage du hashtag #bucha (5 avr. 2022)	euronews.com/next/2022/04/05/bucha-hashtag-is-being-blocked-by-facebook-and-instagram-heres-what-happened
19	Svidomi.in.ua	TikTok menace-t-il la sécurité nationale ? Le cas de l'Ukraine	svidomi.in.ua/en/post/does-tiktok-threaten-national-security-the-case-of-ukraine
20	CEDEM / Kyiv Independent	Le combat déséquilibré des réseaux sociaux contre la désinformation en Ukraine (30 jan. 2024)	kyivindependent.com/social-media-giants-unbalanced-fight-with-disinformation-in-ukraine/
21	BBC Monitoring	Des Ukrainiens pétitionnent Facebook contre les trolls russes (mai 2015)	feeds.bbc.co.uk/news/world-europe-32720965

22	TechCrunch	Twitter rétablit des comptes OSINT (23 fév. 2022)	techcrunch.com/2022/02/23/twitter-reinstates-accounts-sharing-open-source-info-on-russian-military-threat/
23	Freedom House	Freedom on the Net 2023, 2024, 2025 (sections Ukraine)	freedomhouse.org/country/ukraine/freedom-net/2024
24	European Parliament	Question écrite E-002411/2022 (3 juil. 2022)	europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-002411_EN.html
25	Gizmodo	Twitter de Musk déclassé les contenus sur la crise ukrainienne (3 avr. 2023)	gizmodo.com/twitter-spaces-ukraine-crisis-downranked-elon-musk-1850293018
26	Newsweek	Une journaliste ukrainienne signale un ghost ban sur Twitter (14 déc. 2022)	newsweek.com/twitter-ghost-ban-ukraine-journalist-olga-tokariuk-1766021
27	IPI	Des forces russes arrêtent les administrateurs Telegram de RIA Melitopol (mise à jour jan. 2026)	ipi.media/russian-forces-detain-administrators-of-ria-melitopol-telegram-channel/
28	Kyiv Independent	Condamnations Telegram Melitopol (sep.-oct. 2025)	kyivindependent.com/melitopol-telegram-channel-administrator-sentenced-to-15-years-in-russian-occupied-territory/
29	RSF	Gel USAID (3 fév. 2025) ; Indice mondial de la liberté de la presse 2025	rsf.org/en/trump-s-foreign-aid-freeze-throws-journalism-around-world-chaos
30	Washington Post	Les médias indépendants perdent leur financement USAID (7 fév. 2025)	washingtonpost.com/world/2025/02/07/ukraine-russia-usaid-media-journalism/
31	The Conversation / University of Melbourne	Les coupes USAID pourraient fermer des journaux locaux ukrainiens (17 mar. 2025)	theconversation.com/local-newspapers-are-a-lifeline-in-ukraine-but-usaid-cuts-may-force-many-to-close-250820
32	Babel.ua	Application RKIN / Apple App Store (juil. 2022)	babel.ua/texts/78234-apple-vydaly-la-z-app-store-zastosunok-rkin
33	Sundries.com.ua	Twitter banne automatiquement des Ukrainiens (8 juin 2023)	sundries.com.ua/twitter-automatically-bans-ukrainians-who-often-write-about-the-war/

PARTIE III — SOURCES ACADÉMIQUES

Les titres des sources sont cités dans leur langue d'origine.

Auteurs / Année	Titre	Revue	DOI	URL
Heřmanová, Eriksson Krutrök, Divon (2025)	L'algorithme aime la guerre : visibilité ambivalente dans les pratiques des créateurs de contenu en temps de guerre	Continuum: Journal of Media & Cultural Studies	10.1080/10304312.2025.2507777	discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10215010
Kyrychenko, Brik, van der Linden, Roozenbeek (2024)	Corrélatés d'identité sociale dans l'engagement sur les réseaux sociaux avant et après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022	Nature Communications 15, 8127	10.1038/s41467-024-52179-8	PMC11445580 (open access)

Divon & Eriksson Krutrök (2025)	L'essor des influenceurs de guerre : créateurs, plateformes et visibilité des zones de conflit	Journalism	10.1177/29768624251325721	
Bösch & Divon (2024)	Le son de la désinformation : TikTok, propagande computationnelle et l'invasion de l'Ukraine	New Media & Society	10.1177/14614448241251804	
Badola (2023)	Russie et Ukraine : une analyse de contenu du 'premier TikTok War mondial'	University of Michigan		deepblue.lib.umich.edu/handle/2027.42/177317

ÉPILOGUE — INSTRUMENTS JURIDIQUES ET SOURCES CLÉS

Instrument / Événement	Titre complet / Source	Date	URL
UDHR Article 19	United Nations General Assembly Resolution 217A	December 10, 1948	un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights
ICCPR Article 19	International Covenant on Civil and Political Rights	In force March 23, 1976	ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights
Genocide Convention Art. II & III	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide	In force January 12, 1951	un.org/en/genocideprevention/genocide-convention.shtml
Rome Statute Article 7	Rome Statute of the International Criminal Court	In force July 1, 2002	icc-cpi.int/resource-library/documents/rs-eng.pdf
Lemkin — Cultural Genocide	Raphael Lemkin, Axis Rule in Occupied Europe (1944); foundational genocide scholarship	1944	preventgenocide.org/lemkin/AxisRule1944-1.htm
Starobilsk / Rubicon	Ukrainian General Staff statements; Russian Foreign Ministry media access; Kyiv Independent (May 2026)	May 2026	kyivindependent.com
Bila Tserkva / Oreshnik	Ukrainian Air Force statements; OSINT community documentation; multiple wire services	May 24, 2026	
Zaporizhzhia victim-image operation	Ukrainian fact-checkers; StopFake.org; Detector Media	May 2026	stopfake.org